

RECHERCHE
PARTICIPATIVE
2023



**Garder espoir,
cultiver des germes
d'espérance**

Rédaction

Jacques Delcourt, Anne-Christine Ghysens, Jean-Jacques Lebailly, Marie-Christine Lothier, Henri Roberti, Isabelle Seny, Marie-France Tierny.

avec Catherine Daloze, Renato Pinto et Noémie Winandy.

Relectures par Cedou Bondonga et Marie-Renée Scohier.

Illustrations

© Shutterstock

Travail graphique de Maud Grégoire

Snel
MORE THAN A PRINTER

Un ouvrage mis en page, imprimé et
façonné par Snel à Vottem, Belgique

www.snel.be



Éditrice responsable

Axelle Fischer
rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles

© Novembre 2023

Prix de vente : 3€

Recherche participative
publiée par



Avec le soutien
de la



Remerciements

Merci aux détenues de la prison de Mons pour leurs précieux témoignages.

Merci aux bénéficiaires et bénévoles de l'antenne de la *Croix Rouge du Val des Aulnes* pour le partage de leurs difficultés et de leurs espoirs.

Merci aux participants du groupe *Le P'tit Kawa*, lieu convivial d'écoute et de partage du *Service Social du Laveu*.

Merci aux travailleurs de l'*ASBL Fleur Service Social de Liège (Groupe Terre)* pour le temps qu'ils nous ont consacré.

Merci à Lydia Kotas de l'*ASBL S.I.C. Solidarité d'initiatives citoyennes*, à Pierre Bourguignon de l'*ASBL Alba se met au Vert*, à Thomas Lemaire de l'*ASBL Accueil Botanique*, à Marila de la *Voix des Sans Papiers* et à Lucie Mahieu de la *Maison St Paul* pour leurs partages d'expériences ainsi que pour leurs investissements quotidiens au service des personnes en difficultés.

Merci à Gaëlle Peters et à Christine Mahy du *RWLP* pour leurs précieux points de vue sur l'importance de donner la parole aux experts du vécu.

Merci à Renato Pinto pour sa bienveillance et son professionnalisme tout au long de cette recherche participative.



Introduction



À l'entame de ce travail de recherche, notre groupe s'est interrogé sur l'état actuel de la société. Force fut de constater que les sujets d'inquiétude ne manquent pas. Au fur et à mesure des rencontres se dessinait un tableau plutôt sombre. En avant-plan : tant d'ombres, tant de problèmes qui paraissent parfois insolubles ! « Les gens vont mal », expliquait ainsi Lucie Mahieu dans le bulletin de liaison de la Maison d'accueil Saint-Paul à Mons, résumant un constat largement partagé.

Nous nous sommes cependant souvenus de cette exhortation d'un ancien résistant : « Indignez-vous ! » clamait Stéphane Hessel il y a quelques années, avant de compléter : « Engagez-vous ! » Forte de cette indignation et de cette volonté d'engagement, notre équipe s'est donc échinée à chercher, à gratter, à explorer... En commençant par aller à la rencontre de témoins : que ces personnes soient dans la dèche ou actives dans des actions de solidarité, qu'elles croulent sous les tracasseries ou soient enfermées derrière des barreaux (parfois au sens propre), qu'elles vivent dans l'isolement ou au contraire dans un milieu social favorisé... toutes avaient des informations à partager et un avis sur la question au cœur de nos réflexions : **dans ce « monde de merde », comment tenir bon ? Comment cultiver des germes d'espérance ?**

Aucun témoin ne baignait dans l'euphorie. Nous n'y cédons pas non plus au cours de notre travail. Pas question de relativiser les difficultés en adoptant un discours moralisateur, lénifiant ou exagérément optimiste ! Il s'agira plutôt, après avoir donné un coup de projecteur sur certaines

zones d'ombre (1^{er} chapitre de cette étude), de porter notre regard plus loin, de l'exercer à voir ce qui se trouve derrière les falaises, derrière les nuages. « Après l'obscurité, il y a toujours un matin nouveau », disait joliment une membre de l'équipe.

« Le peu qu'on fait est énorme ! » témoignait ainsi Lucie Mahieu, coordinatrice de la Maison d'accueil Saint-Paul à Mons, en dépit des difficultés relevées à la pelle. « Donner un lit dans un lieu sûr à celui qui sort d'un sombre squat, *nourrir à la table d'une cuisine familiale celui qui mange un sandwich* à la sauvette depuis des mois, rouvrir le droit à un revenu personnel pour celui qui en est privé de longue date, étaler les papiers avec lui et voir enfin la fin des dettes, autant de victoires discrètes mais vivifiantes. »

Nous prendrons donc le temps de mettre en avant ces succès (2^e chapitre), qu'ils soient individuels, collectifs ou institutionnalisés. Nous détaillerons ce qui nous motive, ce qui nous porte, nous-mêmes comme nos témoins, et nous essayerons de comprendre comment mobiliser ces énergies.

Lecteur, lectrice, nous t'invitons donc à ce parcours en deux temps. Ne te décourage pas, après avoir traversé la première partie de cette étude. Peut-être y trouveras-tu la confirmation de constats que tu portes toi aussi ? Peut-être auras-tu la confirmation que d'autres partagent les mêmes préoccupations que toi ? Poursuis ta lecture, et tu verras aussi qu'« il y a des choses qui vont », pour reprendre les mots d'un ancien animateur d'Action Vivre Ensemble. Tout ne va pas si mal.



L'abysses des
inégalités

PAGE 7

Individualisme,
rupture de liens
et repli sur son
pré carré

PAGE 11

Préjugés et
discriminations

PAGE 13

Une planète
en surchauffe

PAGE 16

Aides
insuffisantes

PAGE 18

Une démocratie
en panne
d'idées

PAGE 21



Dimension individuelle :
l'énergie
interpersonnelle

PAGE 25

Dimension collective :
l'engagement
collectif

PAGE 29

Dimension institutionnelle :
l'action
politique

PAGE 34

Introduction..... 2

Chapitre 1 :
Des constats inquiétants..... 6

L'abysse des inégalités 7

Individualisme, rupture de liens
et repli sur son pré carré 11

Préjugés et discriminations..... 13

Une planète en surchauffe 16

Aides insuffisantes..... 18

Une démocratie en panne d'idées 21

Chapitre 2 :
**Ce qui nous porte...
et comment le mobiliser..... 24**

Dimension individuelle :
l'énergie interpersonnelle..... 25

Dimension collective :
l'engagement collectif 29

Dimension institutionnelle :
l'action politique 34

Conclusion :
Tout ne va pas si mal !..... 38



Chapitre 1

Des constats inquiétants

Dans ce premier chapitre, nous vous invitons à chausser les lunettes de la lucidité, afin d'observer... ce qu'on préférerait souvent ne pas voir.

Avant de prospecter les eaux claires à la recherche de pépites d'espérance (ce sera l'objet du chapitre suivant), il nous faut plonger les mains dans la fange de ce « monde de merde » (une expression revenue régulièrement au cours de nos échanges).

Abysses des inégalités, marécages des préjugés, discriminations aux relents nauséabonds, désastres environnementaux, individualisme morose, repli sur son pré carré... Les motifs d'anxiété ne manquent pas. Boueux ou torrentiels, bien des courants semblent mener nos sociétés vers la chute.

Certes, pour les plus vulnérables, des aides existent. Elles semblent toutefois dérisoires au regard des difficultés. Enfin, même la démocratie (« le pire des systèmes à l'exception de tous les autres », dit-on), semble en panne d'idées pour se renouveler et répondre aux enjeux de notre époque.

Sombre tableau... Nous n'avons pas voulu l'enjoliver. Pour entrevoir la lumière à l'issue du tunnel, il faut d'abord s'y introduire et le traverser. Avec courage et détermination!



L'abysse des inégalités

« J'avais un travail... mais un jour la voiture est tombée en panne et ne pouvait être réparée. Nous n'avions pas de quoi racheter une autre voiture et j'ai perdu mon boulot. Et les difficultés se sont enchaînées. » Comme ce témoin, rencontré à la Croix-Rouge de Biercée, 2 114 000 personnes en Belgique, soit plus d'une sur six, risquent à tout moment de sombrer dans la pauvreté. 13,2% de la population, soit plus d'une personne sur huit, vivent dans un ménage dont le revenu total disponible est inférieur au seuil de pauvreté, qui s'élève à 1 366 euros par mois pour une personne isolée.¹

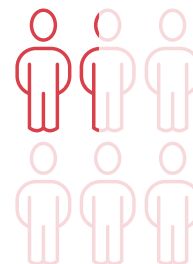
À titre de comparaison, la rémunération moyenne des patrons du Bel 20 pointe à 3 millions d'euros, soit un salaire mensuel d'environ 250 000 €².

CROISSANCE CAPTÉE PAR LES HAUTS REVENUS

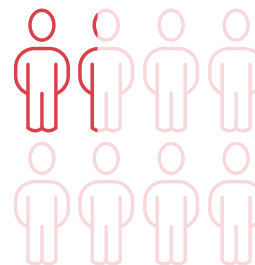
Le Laboratoire sur les inégalités mondiales a constaté que depuis 1980, les 1% recevant les plus hauts revenus ont capté 27% de la croissance des revenus, alors que les 50% les plus pauvres se sont contentés de 12% de cette croissance.³

Grâce à l'évasion fiscale et aux mécanismes pour éluder l'impôt, les plus fortunés et les grandes entreprises privent les États de ressources financières qu'ils pourraient utiliser pour le bien de leur population.⁴ Quant aux inégalités de patrimoine (maisons, appartements, voitures, bateaux, bijoux, œuvres d'art), selon le Crédit Suisse, les 1% les plus riches possèdent près de la moitié des richesses totales mondiales.⁵

En Belgique, plus d'une personne sur six, risquent à tout moment de sombrer dans la pauvreté



Plus d'une personne sur huit, vivent dans un ménage dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté



1% des personnes les plus riches possèdent près de la moitié des richesses totales mondiales

1 STATBEL, EU-SILC 2022.

2 <https://www.lecho.be/entreprises/management-entrepreneuriat/la-remuneration-moyenne-des-patrons-du-bel-20-pointe-a-3-millions-d-euros/10381018>

3 <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-femmes-hommes/inegale-repartition-richesses-mondiales/>, 20.10.2021.

4 <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/evasion-fiscale-definition-consequences-solutions/>, 25.08.2021.

5 Oxfam France, *op. cit.*

Afin d'augmenter les bénéfiques et non leurs bénéfiques et les dividendes de leurs actionnaires, pour vendre plus et augmenter leurs parts de marché, les entreprises produisent encore et encore dans des délais de plus en plus courts. Cela impacte les conditions de travail : automatisation à outrance avec pertes d'emploi⁶ ou travail répétitif et cadencé par les machines⁷, délocalisation, surcharge de travail...

EFFETS EN CASCADE

Les effets des inégalités se font ressentir bien au-delà du pouvoir d'achat⁸, en ne permettant plus l'accès aux services de base comme les soins de santé, la mobilité, l'éducation, le logement...

Ainsi, les inégalités en matière de mobilité vont probablement augmenter. En effet, pour ne prendre qu'un exemple, lorsque le gouvernement décide d'interdire les voitures les plus polluantes en Wallonie⁹ et à Bruxelles, ce sont les plus pauvres qui en pâtissent car ce sont eux qui roulent dans des véhicules d'occasion datant de plusieurs années et qui n'auront pas les moyens de s'en acheter une neuve. La mobilité pose aussi problème en milieu rural, quand il devient de plus en plus difficile de circuler en transports en commun.

En matière de logement, les disparités existent aussi. Outre les discriminations racistes, bon nombre d'agence de loca-

tion et de propriétaires placent la barre très haut en exigeant un salaire trois fois supérieur au montant du loyer. Cette situation exclut d'office les personnes bénéficiant du revenu d'intégration sociale (RIS) délivré par le CPAS. En Belgique, il n'existe aucun chiffre officiel concernant le nombre de personnes sans abri, uniquement des évaluations des associations.¹⁰ Pourtant, on meurt encore de froid, et pas seulement à Bruxelles.¹¹

Le statut de cohabitant augmente encore le risque de pauvreté. De plus, ce statut, dénoncé depuis plus de 40 ans, va à l'encontre de l'égalité entre les femmes et les hommes.¹²

Cette inégalité se marque aussi dans le salaire horaire des femmes, inférieur de 5,3% à celui des hommes¹³, alors qu'en matière de formation, l'on constate une grande différence entre les femmes et les hommes : 60,6% des femmes âgées de 30 à 34 ans ont un diplôme de l'enseignement supérieur contre 45,6% des hommes.¹⁴

ANALPHABÉTISME ET FRACTURE NUMÉRIQUE

Un Wallon sur 10 serait analphabète¹⁵ : lire une étiquette dans un magasin, une offre d'emploi ou une procédure au travail, comprendre une prescription médicale, passer son permis de conduire... toutes ces actions qui semblent

6 DELATTRE L., *L'automatisation pourrait entraîner la suppression de 12 millions d'emplois en Europe d'ici 2040*, <https://www.itforbusiness.fr/lautomatisation-pourrait-entraîner-la-suppression-de-12-millions-demplois-en-europe-dici-2040-45598>, 20.01.2022.

7 LUQUET E., *Amazon : les entrepôts automatisés plus dangereux pour les travailleurs*, <https://www.clubic.com/pro/entreprises/amazon/actualite-15822-amazon-les-entrepots-automatisees-plus-dangereux-pour-les-travailleurs.html>, 01.10.2020.

8 <https://www.un.org/fr/un75/inequality-bridging-divide>, consulté le 23.05.2023.

9 <https://www.wallonie.be/fr/actualites/interdiction-progressive-des-vehicules-les-plus-polluants>, 08.02.2023.

10 Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, *Des faits et des chiffres : sans-abrisme*, <https://www.luttepauvrete.be/des-faits-et-des-chiffres/des-faits-et-des-chiffres-sans-abri/>, consulté le 23.05.2023.

11 DESABLENS C., *Un tiers des 504 sans-abris dénombrés à Tournai ont un passé en psychiatrie*, www.lavenir.net, 31.03.2023.

12 <https://www.luttepauvrete.be/publications/memorandum2019.pdf>

13 <https://statbel.fgov.be/fr/nouvelles/chiffres-cles-2022>, 20.10.2022.

14 <https://statbel.fgov.be/fr/themes/emploi-formation/formation-et-enseignement/niveau-dinstruction>, 29.03.2023.

15 FIXELLES C., *Analphabètes face au numérique : «Si je ne les aide pas, qui le fera ?», le malaise des agents de Lire et Écrire*, www.lavenir.net, 08.04.2023.

simples empêchent bon nombre de personnes de vivre normalement et peuvent avoir un impact sur la santé. D'après un rapport du SPP Intégration sociale¹⁶, 74 % des problèmes de santé sont liés à la littératie¹⁷.

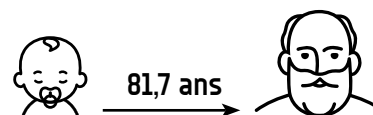
La digitalisation creuse encore un peu plus le fossé de ces injustices. Aujourd'hui, s'acheter un billet de train, accéder à ses données bancaires, remplir sa déclaration d'impôt, demander une bourse d'études, contacter une administration... tout cela passe par le numérique. En 2021, en Région wallonne, près de 20% des ménages étaient sans connexion Internet.¹⁸

DES CONSÉQUENCES SUR LA SANTÉ

Toutes ces disparités ont un impact sur la durée de vie de la population. En 2021, l'espérance de vie à la naissance est de 81,7 ans en Belgique. Les écarts entre les groupes les plus favorisés et les plus défavorisés atteignaient 8,9 ans chez les hommes et 6,0 ans chez les femmes.¹⁹

Cette situation se marque également dans la gestion des maisons de repos. L'encadrement est limité aux normes de personnel qui datent de plus de 40 ans et ne couvrent pas les besoins réels, ce qui entraîne moins d'attention et de temps pour les résidents.²⁰

Espérance de vie en 2021



Écarts entre les groupes les plus favorisés et les plus défavorisés



près de 9 ans



6 ans

16 Inami, *Experts du vécu en matière de pauvreté et d'exclusion sociale pour une meilleure accessibilité aux soins de santé*, <https://www.mi-is.be/fr/etudes-publications-statistiques/experts-du-vecu-en-matiere-de-pauvrete-et-dexclusion-sociale-pour>, rapport d'activités 2022.

17 La littératie est l'aptitude à lire, à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie quotidienne. <https://dictionnaire.lerobert.com/definition/litteratie>, consulté le 30.05.2023.

18 <https://statbel.fgov.be/fr/nouvelles/chiffres-cles-2022>, 20.10.2022.

19 <https://www.belgiqueenbonnesante.be/fr/etat-de-sante/esperance-de-vie-et-qualite-de-vie/esperance-de-vie>, 30.08.2022.

20 LECHIEN A., *Maisons de repos : «Les normes de personnel datent de plus de 40 ans et ne couvrent pas les besoins réels»*, www.rtb.be/article/maisons-de-repos-les-normes-de-personnel-datent-de-plus-de-40-ans-et-ne-couvrent-pas-les-besoins-reels-10923144, 27.01.2022.

Dans les hôpitaux, la situation est pire encore : « *Les conditions de travail sont difficiles et la pression ne cesse d'augmenter pour celles et ceux qui s'engagent. La réduction des durées de séjour continue et l'augmentation des opérations en hôpital de jour sont le plus souvent des évolutions positives. Cependant, elles conduisent aussi à alourdir la pression sur le personnel soignant, notamment par l'augmentation du rythme de prise en charge de nouveaux patients. En parallèle, les contacts humains entre les patients et les soignants, tellement essentiels au*

sens profond du métier et à l'origine de l'humanité des soins, diminuent à la même vitesse.²¹ »

La littérature fourmille de coefficients et d'indicateurs (GINI, MPI, AROP, AROPE, LWI, SMSD²²) censés guider nos dirigeants afin qu'ils prennent les mesures nécessaires pour éradiquer ces inégalités. De nombreuses propositions émanent régulièrement d'institutions belges (STATBEL, SPP Intégration sociales, l'INAMI...) ou d'associations, mais malgré cela, la pauvreté persiste.



21 L'Hôpital Universitaire de Bruxelles (HUB), les Cliniques Universitaires Saint-Luc et le CHU de Liège, *Revaloriser les métiers de soignants est tout simplement indispensable*, www.lesoir.be, 30.01.2023.

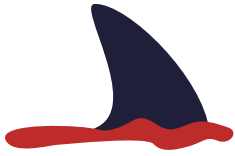
22 GINI, du nom de son créateur Corrado Gini, est un indicateur permettant de mesurer les inégalités dans la distribution de richesses dans un territoire donné. MPI (Multidimensional Poverty Index – Indice de la pauvreté multidimensionnelle) est un indicateur qui évalue la pauvreté dans les pays en développement. AROP est le taux de risque de pauvreté monétaire et définit la part des personnes ayant un revenu disponible équivalent (après transferts sociaux) inférieur au seuil de pauvreté.

AROP (At Risk Of Poverty or social Exclusion - À risque de pauvreté ou d'exclusion sociale) est un indicateur qui renseigne sur la part de la population totale confrontée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

LWI (Low Work Intensity - Faible niveau d'intensité de travail) est un indicateur qui calcule la part des personnes vivant dans un ménage dont les membres en âge de travailler ont travaillé à moins de 20% de leur potentiel au cours des 12 mois précédents.

SMSD (Taux de privation sociale et matérielle grave) est un indicateur qui montre un manque forcé d'éléments nécessaires et souhaitables pour mener une vie adéquate.

(voir <https://statbel.fgov.be/fr/themes/menages/pauvrete-et-conditions-de-vie/plus> et https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Main_Page)



Individualisme, rupture de liens et repli sur son pré carré

Les bouleversements économiques et technologiques que nous vivons entraînent un processus croissant d'individualisation des relations.

« Quand nous disons « individualiste », il n'y a pas de jugement de valeur », explique Olivier Bobineau, chercheur au Groupe Sociétés, Religions, Laïcité (CNRS-EPHE) et maître de conférences à l'Institut catholique de Paris et à Sciences-Po Paris. « Il s'agit, à la suite de l'anthropologue Louis Dumont, de signifier que notre modernité consacre un état d'esprit d'individus égaux et libres, contrairement à l'esprit des sociétés anciennes où régnait une compréhension foncièrement inégalitaire et hiérarchique du lien entre les hommes²² ».

LE RÈGNE DU CHACUN POUR SOI

Depuis les années 80, le néolibéralisme prône davantage les droits individuels que collectifs, dans une course au profit et à la performance, entraînant une précarisation de différents domaines tels que l'emploi... Les mobilisations sociales s'en ressentent d'ailleurs. C'est le règne du chacun pour soi.

Dans ce contexte, la précarité mène souvent à l'isolement et s'accompagne de l'absence d'une ou de plusieurs sécurités (emploi, logement...) qui permettent « aux personnes

et familles d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales, et de jouir de leurs droits fondamentaux²³ ». La vie des plus vulnérables s'apparente dès lors à une descente aux enfers. Comme l'explique Lucie Mahieu, coordinatrice de la Maison d'accueil Saint-Paul à Mons, « Au moindre grain de sable dans les rouages, leurs droits sociaux les plus élémentaires sont battus en brèche par des procédures administratives lourdes et hermétiques, voire inaccessibles et par des délais de dingue. » Une évolution que la généralisation du numérique a aggravée. En effet, pour Lucie Mahieu, « Les innovations facilitent la vie du citoyen lambda seulement s'il est sédentaire et connecté. Les autres ? Vogue la galère ! Imaginez votre vie sans carte d'identité, sans ses codes et sans votre appli bancaire²⁴ ».

DOUBLE IMPACT DE LA PRÉCARITÉ

Quand plusieurs domaines de l'existence sont affectés, les chances de « réassumer ses responsabilités et de reconquérir ses droits par soi-même²⁵ » s'éloignent progressivement, ce qui entraîne une perte de confiance dans l'avenir et dans la société et, donc, la possibilité d'être inclus dans l'échange social.

Isabelle Vandecasteele et Alex Lefèbvre²⁶ nous expliquent ainsi « le double impact de la précarité : l'un est objectif et

22 BOBINEAU O., *La troisième modernité, ou « l'individualisme confinitaire »*, SociologieS [En ligne], Théories et recherches, mis en ligne le 06.07.2011, <http://journals.openedition.org/sociologies/3536>, consulté le 23 mai 2023.

23 WRÉSINSKI cité par VANDECASTEELE I. et LEFEBVRE A., *De la fragilisation à la rupture du lien social : approche clinique des impacts psychiques de la précarité et du processus d'exclusion sociale*, Cahiers de psychologie clinique, 2006/1 (n° 26), p. 137-162, <https://www.cairn.info/revue-cahiers-de-psychologie-clinique-2006-1-page-137.htm>.

24 MAHIEU L., « Tout ne va pas si mal ! », *Echo de la Maison Saint-Paul*, 2023.

25 WRÉSINSKI, *op. cit.*

26 Respectivement assistante au Service de Psychologie clinique et différentielle de l'ULB, et professeur de psychologie clinique et de psychopathologie ainsi que Directeur du Service de Psychologie clinique et différentielle de l'ULB.

lisible (manque d'argent, de travail, de toit...), l'autre porte sur l'imaginaire individuel et collectif et peut être source de souffrances psychiques.²⁷ »

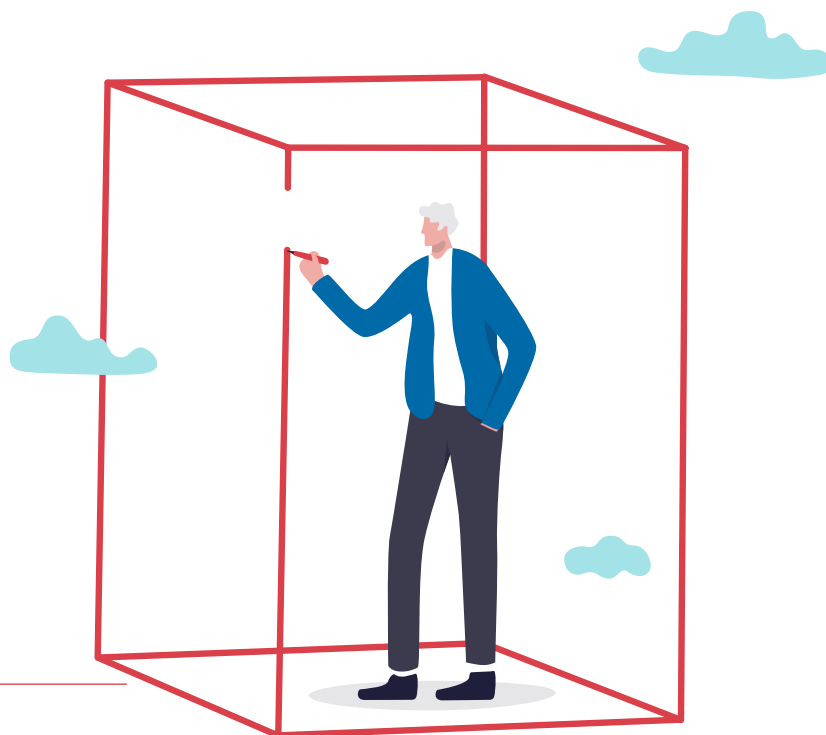
D'où l'importance du travail social pour répondre à ces situations. Selon Thomas Lemaire, assistant social à Accueil Botanique (Liège), son rôle est d'informer, d'orienter vers une recherche de logement, vers une formation ou un volontariat... parfois de refaire un budget. Pour lui, les deux problématiques les plus importantes sont les revenus et le logement... sans négliger les aspects liés à la santé mentale.

ISOLÉ OU... MAL ACCOMPAGNÉ

Certaines personnes fragilisées manifestent aussi une frustration parce qu'elles sont parfois mal orientées par le CPAS (turnover d'agents, ceux-ci pas toujours bien formés), ce qui nécessite un accompagnement complémentaire. Or, le Covid et la digitalisation sont passés par là, de sorte que, pour Thomas Lemaire, « *les associations qui s'occupaient de cohésion sociale, de lien, d'écoute... doivent jouer les intermédiaires entre les personnes précarisées et les services publics, les banques, les mutuelles, les syndicats, les communes...* »

SOLIDARITÉ ALTERNATIVE

Par manque de statut reconnu et devant l'impasse de leur situation, il arrive que des personnes soient contraintes de mettre en place des systèmes de « débrouille » pour faire face à leur situation apparemment sans issue, en menant un combat existentiel et politique, comme c'est le cas de mamans sans-papiers rencontrées dans le cadre de nos recherches. N'ayant pas accès à la sécurité sociale, faute de papiers en règle, elles ont mis en place un système de « sécu » solidaire avec leurs maigres moyens. L'investissement de bénévoles particulièrement engagés constitue un soutien indéniable et contribue à fédérer des initiatives qui viennent de la base.²⁸



27 VANDECASTEELE I. et LEFEBVRE A., *op. cit.*

28 UGEUX G., *Une «sécu» solidaire pour des exilées*, Plein soleil, 02.2019, p. 21.



Préjugés et discriminations

« Si tu juges les gens, tu n'as pas le temps de les aimer. » Cette phrase est signée Mère Teresa. En quelques mots, voilà résumée une des plaies de notre société : le regard négatif porté sur l'autre, avec les conséquences pratiques que cela peut entraîner selon la nature de la relation.

Si, dans cette recherche, nous pointons les préjugés et les discriminations, c'est parce qu'ils sont présents dans les paroles des gens liés, d'une manière ou d'une autre, au vécu de la pauvreté.

DU PRÉJUGÉ À LA DISCRIMINATION

Tout le monde a des préjugés, c'est incontournable et cela exprime la carte mentale qui façonne notre vision du monde qui nous entoure. Un préjugé est un « *jugement sur quelqu'un, quelque chose, qui est formé à l'avance selon certains critères personnels et qui oriente en bien ou en mal les dispositions d'esprit à l'égard de cette personne, de cette chose*²⁹ ». Ce peut être aussi une « *opinion adoptée sans examen, souvent imposée par le milieu, l'éducation*³⁰ ».

Si les préjugés n'entraînent pas automatiquement de comportements hostiles, ils sont souvent à la source d'attitudes discriminatoires. Précisons encore de quoi il retourne : « *la discrimination sociale est un processus lié au fait d'opérer une distinction concernant une personne ou une catégorie sociale en créant des frontières dites « discriminantes », c'est-à-dire produisant un rejet visant à l'exclusion sociale sur des critères tels que l'origine sociale ou ethnique, la religion, le genre, le niveau d'intelligence, l'état de santé, etc.*³¹ »

Ce rejet est souvent constaté dans la rencontre avec l'étranger (ou présumé tel), mais aussi vis-à-vis des personnes de sexe ou de genre différents, les personnes LGTBQIA+, les chômeurs, les malades de longue durée, les personnes handicapées...

LES LOIS SONT-ELLES EFFICACES, EN PRISE AVEC LA RÉALITÉ ?

Les sociétés dites démocratiques disposent d'outils tels que la *Déclaration universelle des droits de l'Homme* adoptée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1948 pour établir justice et égalité. Mais il faut remarquer qu'on est loin du compte !

Les lois sont en fait le reflet des rapports de forces inscrits dans une certaine époque : ainsi l'apartheid fut-il légitimé en son temps, ainsi que l'infériorité citoyenne des femmes, sans parler de la chasse aux indigents. Le plus souvent, c'est le discriminé qui doit faire la preuve que la loi doit évoluer... et en 2023, il arrive encore qu'il ne fasse pas bon être femme, immigrée et sans-abri.

Malgré de nombreux mécanismes ayant pour objectif de pallier les situations de pauvreté, on constate que les réponses ne sont pas toujours adaptées³², que ce soit en termes de respect de la dignité de la personne (on crée des citoyens et des citoyennes de seconde zone, ou se ressentant ainsi, avec toutes les souffrances qui en découlent), ou encore en termes de prévention, alors que d'un point de vue purement pragmatique, celle-ci coûterait beaucoup moins

29 www.larousse.fr, consulté le 26.05.2023.

30 www.larousse.fr, consulté le 26.05.2023.

31 <https://fr.wikipedia.org/wiki/Discrimination>, consulté le 19.05.2023.

32 Action Vivre ensemble, *Pauvretés. Changer de pansement ou penser le changement ?*, Recherche participative, 2022.



cher que la gestion des dégâts enregistrés : chômage, échec scolaire, dégradation physique et mentale...

Les personnes sans-papiers vivent cette marginalisation quotidiennement, elles qui disposent de très peu de droits sur le territoire belge.

PAUVRE ET POINTÉ DU DOIGT

« Le problème est historiquement très ancré. On observe depuis toujours une absence d'intégration de la réalité des populations précarisées au sein des réflexions que notre société mène sur elle-même », souligne Céline Nieuwenhuys, secrétaire générale de la Fédération des services sociaux. *« Nous vivons dans une société élitiste, une société du paraître... On continue à penser que la pauvreté est marginale – alors que les chiffres nous montrent que ce n'est plus le cas – et donc à considérer qu'il s'agit d'un sujet à part. Le fait qu'il y ait un ministère des pauvres (de « l'intégration sociale ») est révélateur³³ ».*

Cette manière d'appréhender la pauvreté explique en partie les préjugés qui persistent à l'encontre des personnes concernées, qui en sont directement impactées : au cours des rencontres qui ont émaillé notre recherche, il fut raconté la honte, le manque d'estime de soi, l'isolement, la désocialisation, la révolte, la colère, la dépression, la violence... Autant de soucis accentués par les préjugés à l'encontre de ces personnes. Le Secours Catholique a ainsi dénoncé les discours qui stigmatisent les plus précarisés : ils seraient fainéants, profiteurs, incapables... Avec l'appui du sociologue Serge Paugam, l'organisme français d'aide aux plus démunis démontre aisément que ces idées ne correspondent pas à la réalité... mais elles continuent hélas de courir!³⁴

Au niveau institutionnel aussi, ce poids des idées se traduit dans une forme de pression constante, induisant de se conformer à une certaine norme pour prétendre à un soutien. Il y aurait ainsi des pauvres considérés comme plus méritants, par rapport à d'autres qui ne feraient pas grand-chose pour s'en sortir. Ce discours a percolé dans la société, y compris au sein des populations précarisées, instaurant une forme de concurrence malsaine.

Quant à entrer dans les bonnes cases, encore faut-il être en mesure de le faire, ce qui suppose la maîtrise des outils numériques, maintenant omniprésents dans la « gestion » de la pauvreté. Avec la crise sanitaire, la rencontre physique s'est interrompue, puis la distanciation est devenue la norme, malgré la fracture numérique (amplement documentée) qui ajoute un sentiment d'impuissance et d'absurdité.

33 DE MONTPELLIER S.-P., Céline Nieuwenhuys : « Donner la parole aux populations précarisées », *En Question*, n° 144, 03.2023.

34 <https://www.secours-catholique.org/webdoc/prejuges-sur-les-pauvres/>, consulté le 24.05.2023.

ATTENTION, DANGER !

Les idées préconçues influencent nos comportements, comme l'explique clairement un article de l'hebdomadaire *La Vie* traitant des neurosciences. « Deux aptitudes fondamentales chez les humains » sont mises en exergue. La première est « notre capacité à généraliser, [...] qui nous permet de conceptualiser et donc de penser. » La seconde est « notre propension à nous mettre dans un groupe et à définir, de ce fait, l'Autre comme étranger. »

D'après le docteur en psychologie et neurosciences cognitives Martial Mermillod, « Cela peut concerner toutes sortes de groupes. » Par exemple : « *Les minces contre les gros, les jeunes contre les vieux. Des expériences de terrain ont même montré que ce processus*

de déshumanisation avait lieu entre un groupe de personnes portant des tee-shirts rouges et un autre des tee-shirts bleus... Nous éprouvons alors davantage de difficultés à considérer les membres de l'autre groupe, l'“exogroupe”, comme des individus à part entière [...]. »

Nous avons vu qu'il n'y a pas loin du préjugé à la discrimination. En effet, combinées, les deux facultés précitées « peuvent devenir explosives : ce sont elles qui préparent le terrain aux discriminations, aux inégalités sociales. Ce sont elles aussi, dans certains cas extrêmes, sont les moteurs des guerres et même des comportements génocidaires³⁵ »





Une planète en surchauffe

« L'espoir est maigre tant les États ne parviennent pas à prendre des décisions politiques ambitieuses et contraignantes ! » C'est le signal d'alarme tiré par le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui « établit ce diagnostic dans le premier volet de son sixième rapport d'évaluation [...]. Il paraît alors que les incendies, les inondations, les canicules, les sécheresses s'enchaînent et se déchaînent, de la Turquie aux États-Unis en passant par la Grèce, l'Allemagne, la Russie ou la Chine. Un rappel dramatique que le dérèglement climatique, loin de se résumer à des chiffres et à des projections, est déjà une nouvelle normalité, celle d'une planète en surchauffe³⁶ ».

TOUS LES VOYANTS AU ROUGE

Nul besoin de parcourir jusqu'au bout le rapport du GIEC sur l'état de notre planète pour se rendre compte qu'elle va mal ! Mais comment en est-on arrivé là ? Dès 1972, le Club de Rome³⁷ alertait sur les risques d'une croissance économique infinie dans un monde aux ressources limitées.

Au sein des milieux décideurs, cette mise en garde n'a pas été prise au sérieux et, 50 ans après, le constat est fait : le rapport Meadows posait les bons constats et on ne compte plus le nombre d'ouvrages sur la perte de biodiversité, le dérèglement climatique, l'éco-anxiété, la collapsologie³⁸, etc.

Actuellement, des constats inquiétants sont donc faits. La biodiversité est en chute libre en maints endroits du globe, l'avidité de grosses entreprises agroalimentaires provoque la déforestation des poumons de la planète ; l'utilisation des

énergies fossiles, qui ne sont pas inépuisables, fait augmenter le CO₂ dans l'atmosphère, avec des conséquences qui semblent irréversibles ; le réchauffement climatique, et la fonte des glaces qui fait monter le niveau des océans, met en péril des peuples déjà précarisés ; les phénomènes météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents : ouragans dévastateurs, sécheresses qui provoquent des famines, périodes de très grand froid inhabituelles et mortifères, forte chaleur et son lot de surmortalité des publics âgés les plus fragiles... La liste n'est pas exhaustive.

C'est ce que déplorait également le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), António Guterres, à l'issue de la conférence climatique de 2022 : « Nous devons drastiquement réduire les émissions maintenant – et c'est une question à laquelle cette COP n'a pas répondu³⁹ ».

LES INTÉRÊTS DU MARCHÉ

Devant l'urgence écologique, plusieurs attitudes apparaissent : certains font l'autruche, veulent vivre comme si rien n'était grave et continuent d'empoisonner la planète. Ainsi, *Les fantômes du pétrole*, documentaire réalisé par Audrey Gloaguen, dévoile un scandale écologique inconnu : une industrie qui abandonne ses vieux puits de pétrole ou de gaz sans aucun état d'âme. « On le disait épuisé, il continue pourtant de se manifester dans l'ombre, comme un revenant qui n'en finit pas de hanter ses voisins. Dans les puits abandonnés par les compagnies qui les ont exploités, le pétrole brut libère en silence

36 GARRIC A., *La crise climatique s'aggrave partout, à des niveaux sans précédent, alerte le GIEC*, www.lemonde.fr, 11.09.2021.

37 Association internationale et non politique fondée en 1968, réunissant des scientifiques, des humanistes, des économistes, des professeurs, des fonctionnaires nationaux et internationaux ainsi que des industriels de 53 pays.

38 La collapsologie est la théorie de l'effondrement global et systémique de la civilisation industrielle, considéré comme inéluctable à plus ou moins brève échéance, et des alternatives qui pourraient lui succéder (<https://www.larousse.fr>, consulté 30.05.2023.)

39 Article *La COP27 se termine par un bilan contrasté, l'UE «décue»*, www.levif.be, 20.11.2022.

ses rejets toxiques, qui polluent le sol et les nappes phréatiques. Le gaz méthane à très fort effet de serre qui s'en échappe peut à tout moment anéantir les habitations et met en péril la santé des populations avoisinantes. Une bombe à retardement écologique qui produit déjà ses premiers ravages.⁴⁰ »

C'est aussi le constat du pape François dans l'encyclique *Laudato si'* : « Pendant ce temps, les pouvoirs économiques continuent de justifier le système mondial actuel, où priment une spéculation et une recherche du revenu financier qui tendent à ignorer tout contexte, de même que les effets sur la dignité humaine et sur l'environnement. Ainsi, il devient manifeste que la dégradation de l'environnement comme la dégradation humaine et éthique sont intimement liées. Beaucoup diront qu'ils n'ont pas conscience de réaliser des actions immorales, parce que la distraction constante nous ôte le courage de nous rendre compte de la réalité d'un monde limité et fini. Voilà pourquoi aujourd'hui "Tout ce qui est fragile, comme l'environnement, reste sans défense par rapport aux intérêts du marché divinisé, transformés en règle absolue."⁴¹ »

D'autres font confiance à la technologie en espérant qu'elle puisse résoudre tous les problèmes. Pour l'explorateur environnementaliste Bertrand Piccard, « à l'heure où l'appétit humain dévore les ressources naturelles de notre planète avec les conséquences dramatiques que l'on commence à entrevoir, la Science a une fois de plus un rôle primordial à jouer : nous aider à comprendre l'équilibre subtil et fragile de la nature et à trouver des technologies de substitution pour diminuer notre impact sur l'environnement⁴² ». Un constat à nuancer toutefois, en précisant que « le succès de la transition écologique dépend

moins de nouvelles solutions technologiques, que de la création de conditions permettant d'adopter les solutions actuelles et de profiter des bénéfiques qui les accompagnent⁴³ ».

ÉCO-ANXIÉTÉ ET SOBRIÉTÉ FORCÉE

Certains aussi, persuadés d'une extinction des populations humaines ou de conditions trop dures, ne veulent plus faire d'enfants, d'autres encore se suicident comme ce jeune père éco-anxieux après six semaines d'échanges intensifs avec un chatbot (robot conversationnel) nommé Eliza.

La sobriété volontaire est prônée, mais n'est-elle pas trop souvent sobriété forcée ?

« Face à la sobriété volontaire de certains, se cache ce que d'autres ont osé appeler « la sobriété subie » », dénonce Yvan Vandenberg, qui se définit comme un citoyen bruxellois engagé. « La sobriété qui est imposée est-elle autre chose qu'un renforcement de la pauvreté ? Lorsque les richesses se font plus rares, leur partage équitable ne se fait-il pas plus pressant ? Pendant que d'aucuns s'envolent pour leur minitrip à Venise, ce soir, des enfants et des familles dorment dans la rue à Bruxelles⁴⁴ ».

Enfin, Fabrice Bonnifet, directeur notamment du Développement Durable du Groupe Bouygues, a peut-être le mot de conclusion de ce désastre écologique quand il affirme avec lucidité : « Le problème du changement climatique est qu'il est trop rapide pour nous permettre de nous adapter sans drame et qu'il est trop lent pour générer une réaction à la hauteur des risques encourus, car au moment même où l'humanité va se réveiller, il sera sans doute trop tard⁴⁵ ».

40 <https://www.francetelevisions.fr/et-vous/notre-tele/a-ne-pas-manquer/scandale-ecologique-les-fantomes-du-petrole-15599>, consulté le 19.05.2023.

41 Lettre encyclique *Laudato Si'* du Saint-Père François sur la sauvegarde de la Maison commune, n° 56, 2015.

42 <https://www.futura-sciences.com/sciences/personnalites/aeronautique-bertrand-piccard-898/>, consulté le 19.05.2023.

43 <https://www.vehiculedefutur.com/2022-08-19-50-propositions-Pr%C3%AAAt-%C3%A0-Voter.html>, 19.08.2022.

44 VANDENBERGHE Y., *Sobriété volontaire ou subie?*, <https://bruxselsfuture.com/2022/10/14/sobriete-volontaire-ou-subie/>, 14.10.2022.

45 BONNIFET F., *Urgence climatique : donnons aux jeunes un espoir qui mobilise et non qui rassure*, www.tf1info.fr, 11.10.2021.



Aides insuffisantes

« Depuis quelque temps, les personnes ont de plus en plus de mal à payer leur énergie, leur nourriture et les demandes d'aide alimentaire explosent, dénonce Thomas Lemaire, assistant social à Liège. Normalement, l'aide alimentaire devrait être temporaire : l'accompagnement social devrait permettre aux personnes de retrouver leurs droits mais actuellement, il est devenu vraiment difficile de trouver des solutions. »

DES PROBLÈMES QUI SE SUPERPOSENT

La succession des crises (sanitaire, énergétique, économique...) a eu et continue d'avoir un impact important sur la population, tant en termes financiers qu'au niveau des liens sociaux ou de la santé mentale. L'inflation plombe le budget de nombreux ménages et affecte tout particulièrement les personnes les plus fragiles.

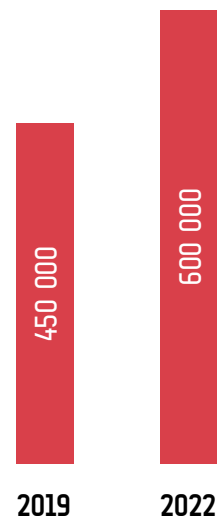
L'un des effets les plus marquants est l'augmentation considérable des demandes d'aide sociale. Selon la Concertation aide alimentaire, environ 600 000 personnes auraient recours à l'aide alimentaire en 2022, contre 450 000 en 2019. Dans d'autres secteurs aussi, les demandes explosent : on ne sait plus vers qui orienter les personnes souffrant de maladie mentale ; les services de l'aide à la jeunesse sont saturés... Ces situations existaient évidemment bien avant les crises récentes mais les problèmes vécus par une partie de la population s'amplifient et se superposent.

SATURATION SUR TOUTE LA PREMIÈRE LIGNE

Parmi les premiers acteurs publics destinés à « permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine », les CPAS tirent la sonnette d'alarme : ils sont surchargés et manquent de moyens. Les conditions de travail sont



L'augmentation des demandes d'aide alimentaire



telles que de nombreux travailleurs sociaux tombent en burnout ou quittent l'institution. Et on peine à recruter de nouveaux travailleurs. Ces changements de personnel affectent évidemment la qualité de l'accueil, la continuité des suivis et la relation de confiance indispensable avec les bénéficiaires. Coincés par les exigences administratives et le contrôle des conditions d'accès à l'aide sociale, celles et ceux qui sont en première ligne se protègent. Le contact humain, l'empathie mais aussi la collaboration ou le travail en réseau ne font plus partie des priorités.

Ce qui conduit à des situations choquantes... Lorsqu'un CPAS, en plein hiver, renvoie, sans l'écouter, une femme qui vit dans sa voiture en lui donnant juste 2 ou 3 numéros de téléphone de maisons d'accueil, sachant que celles-ci sont souvent complètes, nous sommes loin du respect et de la dignité dus à chaque personne.

Dans le secteur associatif aussi, les travailleuses et travailleurs sociaux sont mis sous pression : ils ont le sentiment de devoir pallier les déficiences du système avec des moyens dérisoires. Ils manquent de ressources financières, de personnel, de lieux d'accueil... et sont confrontés à la saturation de leurs services sous l'amas de « dossiers ». Les réponses possibles se réduisent : il y a de moins en moins de solutions à trouver, d'emplois adaptés, de logements à proposer. « On tempore », dit l'un d'eux ! Malgré l'investissement personnel et le militantisme de nombreux actrices et acteurs, c'est le sentiment d'impuissance qui domine, la perte du sens de cette action perpétuellement dans l'urgence.

La digitalisation des administrations accroît aussi ces difficultés : le numérique remplace peu à peu le contact humain... Les demandes de rendez-vous, les dossiers administratifs doivent parfois se faire en ligne : inaccessible pour les plus précarisés ! Comme l'explique Céline

Nieuwenhuys, déjà citée plus haut, « *Les procédures sont de plus en plus complexes et les services de moins en moins accessibles. La grande majorité des gens ne savent plus faire les choses seuls*⁴⁶ ». Le temps d'accompagnement qui devrait être dévolu à écouter, créer des liens est « bouffé » par le travail administratif ou numérique. Cette présence physique, dans la durée, pour accompagner la personne en respectant son rythme, sa situation particulière est devenue une denrée rare. La déshumanisation des services publics est de plus en plus visible.

EXIGENCES ET COMPLEXITÉ

Demander de l'aide signifie souvent être dans une position de « quémandeur » : trop de démarches, de formulaires incompréhensibles, de preuves à fournir, de délais d'attente alors que le temps presse ! Et en plus de cela, il faut prouver sa bonne foi, sa motivation à s'en sortir...

Confrontés à tant d'exigences, de complexité, de conditions à remplir, un certain nombre de citoyens et de citoyennes se découragent et renoncent à leurs demandes. Cette difficulté pour accéder aux droits sociaux est dénoncée par de nombreux collectifs et associations. Les mesures positives, quand elles existent, ne sont pas suffisamment connues du public le plus précaire (et parfois des travailleurs sociaux eux-mêmes !). Les seuils d'accès aux droits ne cessent d'augmenter. Les bénéficiaires sont sommés de « s'activer », de se responsabiliser, de « devenir autonomes » ...

Le citoyen doit souvent se débrouiller seul. Seul devant les démarches à accomplir ou les documents à fournir, seul pour remplir un formulaire au langage technique et incompréhensible pour la plupart d'entre nous, seul devant l'autorité que l'on ne comprend pas mais que l'on n'ose pas contredire de peur de perdre le peu que l'on a.

46 Céline Nieuwenhuys, interviewée par LEGROS S., *Le droit à l'assistance a disparu*, dans *Contrastes*, Les Équipes populaires, n° 209, mars-avril 2022, pp. 11-14.

En outre, les mesures proposées sont parfois inadéquates ou impossibles au regard des réalités vécues par les bénéficiaires. Comment se rendre à une formation lorsque les transports en commun ne sont pas suffisants ? Comment prendre soin de soi, postuler un emploi, alors que le logement est insalubre ?

Ne pas pouvoir accéder à ses droits sociaux suscite frustration, résignation ou colère mais cela engendre aussi une perte de confiance en soi et surtout dans les institutions. Cela impacte évidemment la cohésion sociale et la démocratie.

UN MAL PROFOND

Au-delà des effets des « crises » actuelles, il faut surtout considérer les causes structurelles de cet appauvrissement de la population. Durant les crises récentes, le gouvernement a pris certaines mesures pour soutenir l'économie et contenir la perte du pouvoir d'achat des citoyens. Mais ces « aides » ont été prises dans l'urgence, pour faire face à une situation exceptionnelle. En général, les politiques mises en place ne ciblent pas prioritairement les facteurs d'appauvrissement : le système économique accentue les inégalités, l'énergie est privatisée, les grands groupes financiers imposent leur loi, la sécurité sociale est en péril...

L'aide sociale sous toutes ses formes ne peut constituer le pansement destiné à masquer les dysfonctionnements de notre système économique et politique. Des choix, parfois douloureux, sont à faire pour changer de perspective et lutter contre les inégalités. Cela demande une vision à long terme et

PERTE DE SENS

Dans de nombreux secteurs, l'heure est aux questionnements, aux doutes et à la perte de sens dans le travail.

Aude, assistante sociale à l'asbl Cap Migrants, nous disait : *« Actuellement, on se demande si cela a encore du sens d'expliquer leurs droits à des personnes migrantes alors qu'on sait qu'en réalité, ces droits sont quasi inaccessibles ! Les réfugiés afghans, par exemple, ont droit au regroupement familial. Mais leur famille restée au pays doit se rendre au Pakistan, munie d'un passeport et visa (extrêmement coûteux et difficiles à obtenir) pour introduire leur demande. Les demandes de rendez-vous se font en ligne et comme tout est complet, les rendez-vous s'achètent au marché noir ! Les autorités belges sont averties de ces obstacles mais rien ne change. »*

un certain courage politique, bien sûr, mais chacun et chacune d'entre nous peut, individuellement ou collectivement, participer à ce combat pour plus de justice sociale.

Comme le disait une personne fréquentant le P'tit Kawa, un lieu convivial du service social du quartier du Laveu (Liège), *« On est agressés par un système économique qui crée la pauvreté. Il faut repenser le vivre-ensemble plutôt que de subir la pauvreté. »*



Une démocratie en panne d'idées

« La démocratie c'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple⁴⁷ »

Abraham Lincoln.

« Tant qu'il y aura des dictatures, je n'aurai pas le cœur à critiquer une démocratie⁴⁸ »

Jean Rostand.

« La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection des minorités⁴⁹ »

Albert Camus.

« Pour que cela change, il faudrait changer la démocratie. La démocratie c'est le pouvoir par le peuple et pas des relations paternalistes envers les gens. On nous a confisqué le pouvoir⁵⁰ »

Ces trois citations de personnalités connues, ainsi que cet extrait d'interview réalisée par nos soins, nous invitent à réfléchir et à approfondir ce qu'est aujourd'hui la démocratie, dans un pays comme la Belgique.

DANS LA GRÈCE ANTIQUE, UNE « VRAIE » DÉMOCRATIE ?

Étymologiquement, le mot démocratie vient des mots grecs **dêmos**, qui signifie le peuple, la population d'un pays mais aussi le territoire appartenant à une communauté, et **kratos**, le pouvoir, l'autorité.

En général, « on attribue aux Grecs anciens la création de la première démocratie... », pouvons-nous lire dans un document réalisé par le Conseil de l'Europe, qui ajoute : « Le modèle grec a été établi au cinquième siècle avant J-C dans la ville d'Athènes⁵¹ ».

« Toutefois, précise le même document, par comparaison à notre conception actuelle de la démocratie, le modèle athénien présentait des différences majeures » :

- Les citoyens ne formaient qu'une catégorie très restreinte. Les femmes, les esclaves, les *étrangers*, et évidemment les enfants étaient exclus. Seuls 10% de la population grecque avaient le droit de vote.
- C'était une démocratie directe. Au lieu d'élire des représentants pour qu'ils gouvernent au nom du peuple, les citoyens eux-mêmes se réunissaient, débattaient de la conduite des affaires publiques puis mettaient en œuvre la politique choisie. C'était l'*Ecclèsia*.
- La *Boulè* et l'*Héliée* étaient composées de citoyens tirés au sort.
- Les 10 stratèges étaient élus par l'*Ecclèsia*, parmi les riches aristocrates. Ce sont eux qui détenaient véritablement le pouvoir.

Pas très « démocratique » tout cela !

47 1809-1865, 16^e président des États-Unis.

48 1894-1977, écrivain, moraliste, biologiste, historien des sciences et académicien français.

49 1913-1960, écrivain, philosophe, romancier, dramaturge, essayiste et nouvelliste français.

50 Extrait d'une interview réalisée au « Petit Kawa », dans le quartier du Laveu à Liège. Décembre 2022.

51 Conseil de l'Europe, *Democracy. Manuel pour la pratique de l'éducation aux droits de l'homme avec les jeunes*, <https://www.coe.int/fr/web/compass-democracy>, consulté le 19.05.2023.

Magistrats
Rôle de commandement

Environ 700 magistrats en charge pour un an non renouvelable regroupés en collèges de 10.

Ils gèrent :

- la politique extérieure
- les affaires religieuses
- les affaires économiques

Boulè
Rôle délibératif

Assemblée composée de 500 bouleutes qui se réunissent au bouleuterion.

Elle prépare :

- l'ordre du jour de l'Ecclesia
- les lois et les fait exécuter

Héliée
Rôle judiciaire

Tribunal dont les jurés, pour chaque procès, sont tirés au sort parmi 6000 citoyens âgés de plus de 30 ans. Il siège 200 jours par an.

Il juge :

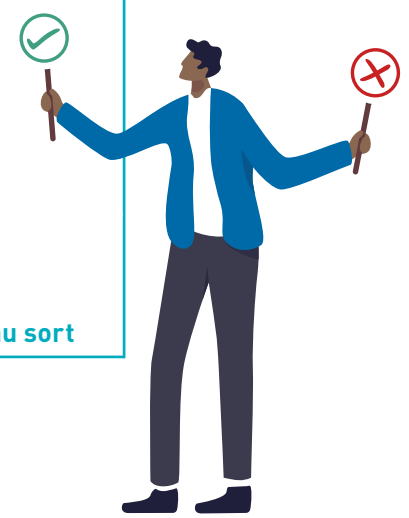
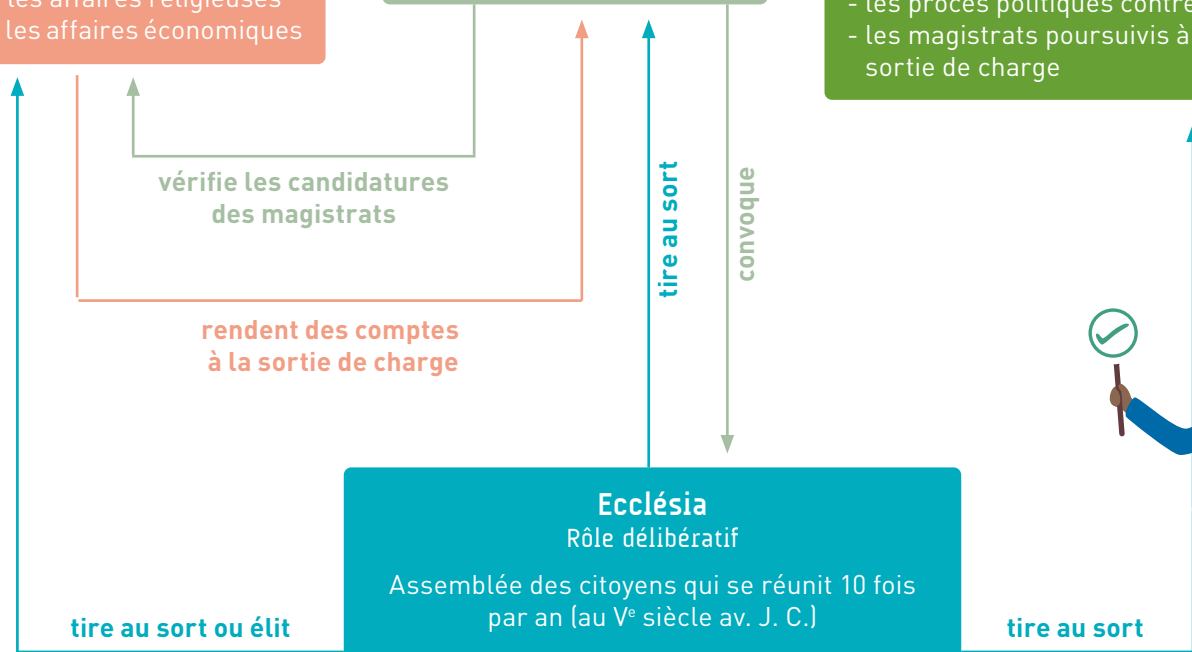
- les procès privés
- les procès politiques contre une loi
- les magistrats poursuivis à leur sortie de charge

Ecclésia
Rôle délibératif

Assemblée des citoyens qui se réunit 10 fois par an (au V^e siècle av. J. C.)

Elle vote :

- les lois et la guerre
- le budget
- l'ostracisme (bannissement)



ET CHEZ NOUS AUJOURD'HUI, EST-CE SI DIFFÉRENT ?

La démocratie moderne conjugue trois principes fondamentaux :

- Le *principe d'autonomie individuelle*. Chacun doit être en mesure de contrôler sa propre vie.
- Le *principe d'égalité*, chacun doit avoir la même possibilité de peser sur les décisions affectant les membres de la société.
- La *séparation des pouvoirs*, exécutif, législatif et juridique.

Ne négligeons pas, en outre, le rôle de l'information et le pouvoir des médias (presse écrite, radio, TV et réseaux sociaux).

Ce qui est très complexe, c'est « comment » appliquer ces principes. Une difficulté qui explique qu'il y ait différents modèles de démocraties : présidentielle, parlementaire, fédérale, locale, avec des votes à la majorité, d'autres à la proportionnelle ; certaines démocraties sont aussi des monarchies...

Mais tous ces systèmes ont pour commun dénominateur qu'ils utilisent des représentants du peuple en organisant des élections pour choisir celles et ceux qui gouverneront au nom du peuple : c'est la démocratie représentative.

Sans oublier, dans les entreprises, les élections sociales. En effet, en Belgique, la concertation sociale est au cœur du modèle de relations sociales. Elle est un gage de réussite, même si aujourd'hui les réalités sociales et économiques la font souffrir. Pour en faire une réussite dans l'entreprise, il faut passer par la réussite du processus électoral au sein de chacune des entreprises concernées.

UN PROCESSUS DÉMOCRATIQUE... EN PRINCIPE !

Quand, au P'tit Kawa, quand un participant dit « *On nous a confisqué le pouvoir* », c'est parce qu'il ne se sent pas représenté par celles et ceux qui nous gouvernent et qui pourtant ont été élu-es.⁵²

Selon David Van Reybrouck, scientifique, historien de la culture, archéologue et écrivain, « *L'élection est une méthode aristocratique. Elle a été choisie pour empêcher la mise sur pied d'un système participatif, qui a enterré l'idéal de la démocratie athénienne, c'est-à-dire l'égalité des chances politiques, et instaure une distinction qualitative entre gouvernés et gouvernants. S'il est vrai que seule une élite limitée (les hommes citoyens) pouvait prétendre à exercer un mandat politique dans l'Athènes antique, tous les Athéniens hommes et citoyens avaient la même chance d'être tirés au sort. À l'opposé, l'élection doit amener les meilleurs au pouvoir. Ainsi, si le système représentatif peut être considéré comme démocratique par le droit de vote aujourd'hui universel, dès l'origine et encore actuellement, il est aristocratique par son recrutement puisque si tout le monde peut ou doit voter, la présélection des candidat.es a lieu en faveur d'une élite économique, culturelle, sociale ou symbolique.*⁵³ »

Le grand baromètre Ipsos, dont les grandes lignes ont été diffusée par le journal *Le Soir* du 5 avril 2023, rejoignait le sentiment du participant du P'tit Kawa. « *70 % des Belges sont méfiants : comment réveiller la politique ?* » titrait l'article. « *Méfiance, dégoût : ça décroche d'avec la politique. La désaffection gagne. Vraiment ?*⁵⁴ »

52 PARET M., ROUSSEAU É., WYNANTS P., *Le profil des parlementaires francophones en 2015, Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2016/18 (n° 2303), p. 5-56, <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2016-18-page-5.htm>.

53 VAN REYBROUCK D., *Contre les élections*, Actes Sud, 2014, 2019, p. 106.

54 COPPI D., *70 % des Belges méfiants : comment réveiller la politique ?*, Journal *Le Soir*, 05.04.2023.



Chapitre 2

Ce qui nous porte... et comment le mobiliser

Devant l'ampleur des défis auxquels nous sommes confrontés,
où trouver l'énergie pour rester debout et avancer ?
Comment mobiliser ce qui nous porte, dans l'espoir
d'améliorer la situation ?

Trop souvent, l'erreur a été, dans les milieux progressistes, de faire peser une grande partie de la responsabilité sur les comportements individuels. En réponse à la question « Que pouvons-nous faire ? » se déployait alors un catalogue de bonnes idées, plus ou moins faciles à mettre en pratique. À l'instar du petit colibri versant des gouttes d'eau sur l'incendie, dans la fable contée par le paysan-philosophe Pierre Rabhi, chacun et chacune à son niveau pouvait répondre : « Je fais ma part. »



Dimension individuelle : l'énergie interpersonnelle

Ce champ d'action n'est pas négligeable, mais il ne suffit pas. Pire, le système dans lequel nous vivons – et qui engendre tant d'inégalités et d'oppression – s'en accomode parfaitement. Comme l'expliquait le sociologue Laurent Lievens lors d'une conférence, « *Le capitalisme nous fait croire que nous avons, en tant qu'individus, à porter le monde. Nos gestes individuels servent à nous mettre en cohérence avec le monde nouveau que nous appelons, mais il faut retrouver du commun, du collectif, du politique*⁵⁵ ».

Comme l'analysait Barbara Garbarczyk, chargée de projets à SAW-B⁵⁶, « *Là où la pensée colibri mise sur la prise de conscience et la responsabilité individuelle, l'approche politique – plus structuraliste – admet que les institutions influencent les comportements individuels*⁵⁷ ».

Ce qui nous porte ? Nous le trouvons à ces différents niveaux : de l'individu au politique, en passant par l'associatif, les sources d'inspiration ne manquent pas. Nous allons maintenant en observer quelques-unes.

Quand on est au fond du trou, que tout ce qu'on a mis en œuvre pour en sortir par soi-même ne semble pas fonctionner, que reste-t-il à la personne pour éviter de sombrer tout à fait ? L'espoir d'un jour meilleur, d'une main secourable, d'une aide – qu'elle soit financière, administrative ou morale... ?

Nous avons rencontré des femmes et des hommes précarisés lors de notre passage dans les structures d'accueil de toute nature, à la Croix-Rouge, en prison... ; toutes et tous nous ont fait part de leurs difficultés, mais aussi des lueurs d'espoir qui de temps en temps éclairaient leur quotidien et les faisaient tenir dans les moments difficiles. Les bénévoles de ces associations ont également expliqué ce qui était difficile et ce qui les motivait.

DU COURAGE ET DE L'ESPOIR

Un moment passé à la Croix-Rouge nous a mis en contact avec des personnes qui viennent chercher un colis alimentaire, un chèque chauffage mais aussi un moment de convivialité, de partage des soucis et d'espoirs.

Pour certains, passer le pas et solliciter une aide, cela demande du temps malgré l'urgence, mais l'accueil, l'empathie et aussi l'efficacité du service rendent ce moment moins pénible.

Passés par un enchaînement de difficultés, d'une vie sans trop de problèmes à la précarité, certains veulent s'en sortir le plus rapidement possible et ont l'espoir que cette aide sera le petit coup de pouce pour un retour à une vie « ordinaire ». Le courage ne manque pas et l'envie de donner à sa famille un avenir plus facile est un moteur puissant dans toute une série de démarches pas toujours simples.

Mais si passer la porte de la Croix-Rouge – ou de toute autre association – est une épreuve pour certains, d'autres n'hésitent pas à dire qu'ils sont heureux de venir boire une tasse de café et de recevoir une aide alimen-

55 À quand le *changement* ?, conférence de Laurent Lievens et de Paul Scolas, 01.12.2022.

56 Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises.

57 GARBARCZYK B., *Dépasser la «pensée colibri»*, SAW-B, 2018.

taire. C'est le cas de cette dame d'origine africaine, en Belgique depuis 22 ans et restée sans-papiers pendant 10 ans ; au chômage actuellement et vivant avec ses 3 filles dont la plus jeune, déjà maman, vient d'accoucher d'une petite fille. C'est une personne joviale, habituée des lieux. L'espoir, pour elle, c'est ce bébé qui vient de naître, même si les besoins augmentent. Cela ne semble pas la stresser même si elle dit vouloir retrouver du travail. Elle voit avec un grand sourire arriver dans son panier des produits d'hygiène pour le bébé et sa maman. Elle dit elle-même qu'elle « rigole tout le temps » et cela met un vent de fraîcheur dans le local d'accueil.

Voir des gens satisfaits ou tout au moins rassurés quand ils repartent, c'est moteur dans l'engagement de ces bénévoles qui sont à l'accueil, ainsi que pour la responsable qui recherche avec eux des moyens pour une amélioration de leurs conditions de vie.

ACCOMPAGNER

Réexpliquer à chacun les aides auxquelles il a droit et accompagner les démarches est un travail ardu à recommencer souvent, mais qui porte ses fruits. Voir que des « bénéficiaires » arrivent à reprendre leur vie en main et s'en sortent, est une satisfaction qui permet d'oublier tous les moments compliqués.

La mise sur pied, dans des maisons médicales, des centres d'accueil et de diverses structures d'aide, de moments de convivialité, sont pour les personnes en difficulté une bulle d'air et de bien-être. Pouvoir faire une activité avec d'autres qui partagent les mêmes situations de vie redonne de l'énergie.

Chaque fois que sont mis en pratique du partage de colis ou d'idées, des échanges de conseils, des activités en commun, une façon harmonieuse de vivre ensemble, une écoute bienveillante de la part de professionnels ou de bénévoles, mais aussi de l'efficacité dans l'aide apportée... l'espoir

renaît dans le cœur des personnes qui frappent à la porte des structures d'aide quelles qu'elles soient.

C'est ce que nous exprimons, chacune à leur façon, les personnes interrogées au cours des visites. C'est aussi un appel à nous rendre compte de l'importance, au-delà de l'aide matérielle, d'un regard, d'un sourire, d'une parole, d'une main tendue.

Dans la multiplicité des témoignages récoltés, pointons les mots de *dignité* et de *solidarité* « *chaude* », traduisant la façon d'accueillir les gens comme des personnes humaines et non des dossiers. Soulignons l'importance d'écouter, de donner un café et du temps, ainsi que le besoin de restaurer les liens sociaux.

QU'EST-CE QUI NOUS PORTE AU QUOTIDIEN ?

« Malgré les obstacles, ce qui nous porte ce sont les liens que nous tissons avec les personnes, nous expliquait Aude, assistante sociale à l'asbl Cap Migrants (Liège). Même si le résultat escompté n'est pas atteint, les gens se montrent très reconnaissants : nous avons cheminé, lutté ensemble, cherché des solutions, ils ont été entendus dans leurs aspirations comme dans leur découragement... »

Cette écoute et cet accompagnement respectueux sont fondateurs d'une relation de confiance, dans laquelle aidant comme aidé trouvent de la reconnaissance. Et chaque « victoire » obtenue est le fruit d'un travail commun. Il faut célébrer ces réussites, elles sont vivifiantes et redonnent courage. « Sublimons le positif », citait Lucie Mahieu en s'inspirant d'une formation proposée par le Relais social. Mais le prix de ces réussites est parfois lourd...

LA FORCE DES CONVICTIONS

Pour certains, ce qui fonde leur vie ou motive leur engagement est à chercher dans leurs convictions profondes : la

foi en Dieu ou la foi en l'humain, la conviction qu'il faut s'impliquer pour une cause juste. Cet ancrage dans la foi, à l'image de Jésus Christ venu partager les souffrances humaines, permet à de nombreuses personnes de se sentir soutenues. Une dame sans-papiers nous a dit : *« J'ai prié toute la nuit avant mon interview à l'Office des Étrangers »*.

Parfois, c'est un mantra, un logo, une profession de foi, qui vont relier vers le même but. Ainsi la parole de l'abbé Pierre *« On ne peut pas, sous prétexte que c'est impossible de tout faire en un jour, ne rien faire du tout »* pourrait inspirer nombre de démarches. Pour d'autres, ce sera l'appartenance à un mouvement, à une idéologie politique. Ce sentiment de faire partie d'un groupe, d'un collectif qui partage un objectif commun, renforce le dynamisme et les capacités.

On peut lutter pour une cause mais souvent, avant toute chose, on lutte pour ses proches, pour ses enfants, sa famille. Si on est en prison, on tient pour la prochaine visite. Des personnes sans-papiers, sans espoir d'un avenir décent en Belgique, nous disent vouloir rester pour leurs enfants, pour qu'ils puissent aller à l'école et se former. L'entourage, la famille représentent aussi le premier maillon de l'entraide, de la solidarité. Quand l'aide instituée fait défaut, c'est souvent vers les proches que l'on va chercher du soutien. Et l'amitié, si précieuse, est un bienfait dans les bons comme dans les moins bons moments.

On s'étonne parfois de la force intérieure qui émane de personnes qui vivent pourtant de grandes difficultés. Elles ont su développer une capacité de réflexion, une prise de recul qui leur permet de ne pas se laisser submerger. Celles et ceux qui

DANS CE « MONDE DE MERDE », QU'EST-CE QUI ME REDONNE ESPOIR ?

« Ma réponse la plus spontanée et, probablement loufoque au premier abord, est la nourriture ! Quelle soit riche en lipides, pauvre en calories, ou encore composée d'ingrédients chimiques, la nourriture est ce qu'il y a de plus basique au fonctionnement humain et pourtant elle n'est pas uniquement ça... »

La confection d'un plat peut être faite d'une multitude de manières : un repas vite fait, un plat solo, un banquet de famille, etc. L'énergie, la technique, l'amour, le partage, l'envie et bien d'autres font partie intégrante du repas. Fermez les yeux et remémorez-vous votre dernier repas. Sentez chacun de vos sens s'affoler. Chaque repas est un souvenir et chaque bouchée est une émotion. Et au plus on le vit, au plus on s'améliore. On tente même de nouvelles expériences culinaires et on va tenter de transmettre chaque découverte à d'autres personnes plus ou moins proches.

La nourriture n'est pas qu'un simple élément de la chaîne alimentaire, elle est le passé, le présent et le futur à partager sans demi-mesure !

Bon appétit ! »



M., détenue à la prison de Mons

parviennent (et ce n'est pas toujours possible) à rêver, à s'émerveiller, à créer ou simplement à profiter des petites joies quotidiennes, font constamment le plein d'énergie pour affronter la vie!

Contre toute attente, nous en trouvons la démonstration dans ces lignes laissées par une détenue : *« L'incarcération est toujours perçue comme la fin de tout. Elle est, pour la plupart des gens, le synonyme d'une période sombre, morose et inutile. C'est pourtant durant ce long moment que j'ai découvert les vraies richesses de ce monde qui semble, à première vue, avoir tout oublié! C'est derrière les murs que je me réjouis chaque printemps en regardant les parades amoureuses des tourterelles qui habitent l'arbre en face de ma fenêtre. C'est en cellule que je vis la période de Noël comme un vrai temps de partage et de fraternité, sans cadeau ni buffet époustouflant! »* C'est pour elle le chemin vers un avenir meilleur.

La prison, pour certaines, c'est vraiment le fond du trou, ne pas pouvoir décider de ce qu'on mange, du moment où prendre sa douche, sentir que même vos rêves ne vous appartiennent plus. Pourtant, l'espoir d'un jour retrouver sa liberté et ses enfants, parfois le soutien de la famille qui les visite et les attend, c'est ce qui les fait tenir.

DES LIENS QUI « FONT TENIR »

La rencontre de personnes inspirantes, exceptionnelles ou simplement bienveillantes, peut venir bouleverser notre quotidien et nourrir notre vie intérieure. C'est parfois l'occasion d'un déclic, d'une prise de conscience qui va changer notre façon de penser ou de vivre. Voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide va booster notre envie d'agir!

On le voit, ce qui « fait tenir » dans les difficultés se situe souvent au niveau des liens : l'amour de/pour nos proches,

une rencontre marquante, l'appartenance à un groupe ou à un mouvement collectif tout comme la cohérence avec nos convictions.

Le lien avec la nature peut également nous « nourrir ». La conscience d'appartenir à une « Maison commune », comme dit le pape François de cette Terre, nous donne l'envie d'y prendre une juste place, de la respecter et de la défendre. Les menaces qui pèsent sur notre planète sont la source de beaucoup d'angoisses. Mais les récentes prises de conscience et les multiples initiatives novatrices qui tentent de modifier les choses sont la preuve de notre capacité collective à réagir, à réparer ou à nous adapter. *« Tout changement social commence à la marge de la société. Des idées minoritaires peuvent se répandre très rapidement, pas nécessairement par la force mais par la contagion⁵⁸ ».*

DE L'INDIVIDUEL AU COLLECTIF

Faire collectif, être dans l'action permet de lutter contre la morosité ambiante. En cette période où prédominent la peur, l'incertitude sur l'avenir, agir collectivement et solidairement, en tablant sur les richesses de chacun nous permet de reprendre confiance, en partageant un projet commun. *« Ils'agit bien là d'une attitude pratique pour laquelle demain n'est pas écrit, ce demain pouvant et devant être positif si collectivement nous le voulons⁵⁹ ».*

« L'espérance ne nie pas les difficultés. Elle ne ferme les yeux ni sur la crise de confiance que traverse notre société ni sur les défis globaux qui nous font face. Au contraire, dans une perspective chrétienne, elle nous permet d'enraciner notre engagement sociétal dans son sens profond... »

Florian Gonzalez, pasteur protestant.

58 Collectif, *Ceci n'est pas une crise*, Waterloo, Renaissance du livre, 2015, 96 p.

59 Ignace Berten cité par BRIARD J., *Y a-t-il une espérance pour demain ?*, L'Appel, n° 454, février 2023, p. 6.



Dimension collective : l'engagement collectif

Beaucoup d'entre nous ne peuvent dormir tranquilles, en sachant que certains, dans ce monde, sont dans la survie. Le problème est ancien : il y a toujours eu des laissés-pour-compte, l'histoire des sociétés nous le montre, mais les réponses ont varié au cours des siècles, allant de la charité à la revendication de justice.⁶⁰ Ces réactions, toutefois, reposent en grande partie sur une dynamique d'*engagement*. Un engagement qui se vit, le plus souvent, dans la relation avec les autres, que ce soient des individus ou un collectif organisé, une association.

QUELLES FORMES D'ENGAGEMENT ?

L'engagement dans des collectifs peut être **professionnel** : que ce soit en matière d'animation, d'éducation, que ce soit au niveau médical ou de l'assistance sociale, les personnes qui choisissent ce type de travail, motivées par l'envie de changer les choses et la conviction que cela est possible, apportent des réponses aux problèmes rencontrés par les plus vulnérables.

Si l'on creuse un peu plus loin, cependant, on constate que, dans l'organisation sociale, il en va parfois comme dans le monde de l'entreprise : c'est un métier, avec des objectifs, l'inscription dans le temps long, les évaluations qui permettent l'adaptation aux réalités, les décisions drastiques qu'il faut prendre (avec les risques et les freins de tous ordres, dont le relationnel, parfois le plus difficile à gérer). Derrière cette professionnalisation, on trouve un système institutionnel qui, sur le papier, assure à tous des moyens dignes d'existence... mais qui a ses lacunes et ses défauts.⁶¹

Dans ce cadre, insistons sur l'importance de l'éducation – notamment l'éducation permanente – pour retourner aux racines des problèmes. Les conférences, les documents, les expositions, les formations contribuent à l'émancipation et à la responsabilisation de tout un chacun. De plus, ces moyens de sensibilisation sont à l'origine de la conscientisation voire de l'engagement sociétal de bon nombre de citoyens et de citoyennes.

Cet engagement peut aussi se manifester de manière bénévole (ou volontaire). Le volontariat est en effet un rouage social essentiel, qui fait sens pour les personnes concernées, comme en témoigne Chantal : « *Ancienne éducatrice, j'ai voulu valoriser un savoir-faire, et je suis allée à la Croix-Rouge, disait-elle en substance. J'y retrouve du lien social, je me sens utile.* »

Les volontaires donnent leur temps, leur humanité et leur énergie sans compter, pour des causes qui leur sont chères. Grâce à leurs valeurs de solidarité et de partage, essentielles aujourd'hui, ces bénévoles sont de véritables ponts entre les personnes démunies et des institutions souvent débordées.

Enfin, l'engagement peut venir de la **pair-aidance** : celles et ceux qui ont pu remonter la pente deviennent à leur tour aidants. Dans ce cadre, s'inscrivent de nombreuses initiatives : ce sont les rencontres mensuelles au Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, entre témoins souhaitant partager leur vécu ; c'est cette sécurité solidaire entre mamans sans-papiers, à Liège, qui font une cagnotte pour faire face aux urgences de l'une ou l'autre⁶² ; c'est cet ancien

60 Action Vivre Ensemble, *Pauvretés. Changer de pansement ou penser le changement ?*, Recherche participative, 2022.

61 Action Vivre Ensemble, *Pauvretés. Changer de pansement ou penser le changement ?*, Recherche participative, 2022.

62 UGEUX G., *Une «sécu» solidaire pour des exilées*, *Plein soleil*, 02.2019, p. 21.

SDF, Denis Uvier, devenu éducateur de rue, ou encore Laurent, qui a retrouvé un travail et débloque les moyens de fournir des vêtements thermiques à ceux qui dorment sous une tente⁶³; c'est Leïla qui dit « *J'ai eu besoin d'aide, maintenant, je rends à ma façon en m'investissant auprès de la Croix-Rouge* ».

Et si c'est loin d'être facile, et sans embûches, beaucoup disent que c'est quand même possible! « *On ne peut pas se décourager. [...] Un combat ne peut pas être porté par des gens découragés* », mettait en garde Gaëlle Peters, l'une des chevilles ouvrières du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. Elle insistait par conséquent sur l'importance de valoriser les victoires et de lutter avec ferveur : « **Le combat, c'est l'espoir.** »

DES PERSONNES INSPIRANTES

Qu'est-ce qui fait déclic? Comment passe-t-on du poids des constats à l'envie de s'investir pour améliorer les choses? Les raisons sont multiples mais, à l'évidence, la rencontre avec des personnes inspirantes, peut initier une première démarche. Leur aura, leur charisme instillent de l'espoir, comme un chemin à emprunter à leur suite.

Des plus célèbres (Mère Theresa, Gandhi ou Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde, pour ne citer qu'eux) aux plus discrets, contribuant chaque jour au fonctionnement de la petite association qu'ils ont fondée, ou qu'ils dirigent, ou dont ils sont simplement un rouage... toutes ces personnes représentent de petites lumières pour les gens qui ont compté ou qui comptent encore sur elles.

En Wallonie et à Bruxelles, citons par exemple Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, ainsi que Céline Nieuwenhuys, secrétaire générale de la Fédération des services sociaux. Ni l'une ni l'autre ne cherche à attirer l'attention sur sa propre personne. Toutes deux alertent inlassablement sur la nécessité d'écouter les plus précarisés, parce que ceux-ci savent de quoi ils parlent. Ainsi Céline Nieuwenhuys plaide-t-elle

TROIS PILIERS

Le travail social peut être vu comme un trépied, explique Lucie Mahieu.

En premier lieu vient une forme de savoir-faire : « *Nous sommes des techniciens, indique-t-elle, parce qu'une erreur dans un dossier, c'est l'équivalent d'une erreur médicale commise sur la fracture sociale. Et tous les jours on en voit les dégâts.* »

Cet accompagnement de type opérationnel n'est toutefois pas suffisant, s'il n'est pas complété par un volet plus militant. Il faut trouver le moyen d'être entendu, non pas comme quelqu'un qui se plaint toujours, mais comme un réseau de résistance.

Enfin, en troisième lieu – et tant pis si l'on se moque –, vient la nécessité de se montrer humain, d'aimer les gens. « *D'abord il y a les gars!* dit Lucie Mahieu. *Travailler où ils vivent, partager leur quotidien et même une courte tranche de vie permet de créer un lien qui fonde notre engagement. Nous nous (re) connaissons et cela change tout.*⁶⁴ »

C'est dans cette relation de respect que se crée un lien de confiance – confiance qui permettra des avancées concrètes. Pendant la crise sanitaire, la Maison d'accueil Saint-Paul a rencontré peu de problèmes avec les consignes et les vaccins, précisément parce que la confiance a joué.

63 COSTOGLIOU S., Laurent, ancien sans-abri devenu agent de gardiennage, vient en aide à ses compagnons d'infortune, www.rtbef.be, 27.03.2023.

64 MAHIEU L., « Tout ne va pas si mal ! », Echo de la Maison Saint-Paul, 2023.

pour que les situations de pauvreté soient « *prises en compte prioritairement dans la construction de mesures politiques et non pas en bout de course comme c'est le cas.*⁶⁵ »

Si ces personnalités sont connues et efficaces, c'est parce qu'elles ont su s'entourer de collaborateurs et de collaboratrices, qui démultiplient l'intuition, y apportent leurs atouts. Car, pour agir, on ne peut se passer de la force du collectif, de la relation avec celui ou celle que l'on aide, du plaisir d'œuvrer ensemble.

Cet « ensemble » permet de développer des relations dont tout le monde sort gagnant, comme l'illustre le projet intitulé « Alba se met au vert ». Dans le cadre de cette initiative d'agriculture sociale, la concertation entre une association de santé mentale, un agriculteur et une personne en difficulté, permet de redonner du sens à la vie de celle-ci, de l'aide au fermier, et un axe supplémentaire de travail à la première.⁶⁶

LE TRAVAIL D'ÉQUIPE ET LA FORMATION PERMANENTE

Le travail avec la personne en difficulté est enrichissant pour qui prend le temps de l'accompagner selon son rythme et ses souhaits : ce n'est pas l'accompagnateur qui dirige ou impose ses choix mais, lorsque la personne arrive à vivre en autonomie, la joie est réelle. Pour arriver à cela, l'accompagnateur ne peut y arriver seul. Il doit être formé et entouré. Le travail en équipe permet de se remettre en question, de se soutenir face aux difficultés mais aussi de comprendre une situation sous différents angles.

Par ailleurs, les associations ont besoin de formation permanente, car ce qui fonctionnait naguère n'est plus forcément adapté : les enjeux d'aujourd'hui sont imbriqués,

et fonctionner en silo, comme c'est souvent dénoncé au niveau politique, fait perdre de l'énergie et des moyens.

L'adaptation aux besoins est aussi importante. Ainsi, à la Maison d'accueil Saint-Paul, l'équipe avait demandé des cours de self défense. La réflexion a montré que la communication non-violente était plus adaptée à la situation concrète et a notamment permis l'explication de règles qui soutenaient le vivre-ensemble.

Enfin, pour les bénévoles aussi, la formation n'est pas un luxe. La formation VIP, s'adressant aux Volontaires Impliqués dans la lutte contre la Pauvreté⁶⁷, leur permet de prendre du recul, de trouver l'endroit où l'on est le plus utile en fonction de son charisme. On y apprend à mettre des limites, à faire ce que l'on peut, à se donner une structure (autant de balises indispensables pour tenir le coup).

L'ANALYSE ET LA RECHERCHE

Analyser, expliquer, décrire ce que vivent les personnes en difficulté, ce sont les objectifs de bon nombre de collectifs d'éducation permanente.

De nombreuses ressources existent. Notre groupe l'a d'ailleurs expérimenté en se constituant une sorte de « bibliothèque commune » accumulant articles, livres et autres podcasts théoriques et pratiques, pour alimenter débats et découvertes.

Les publications de chiffres et de statistiques (sous réserve de les interpréter correctement bien sûr) sont des alertes sur la situation d'aujourd'hui. Elles éclairent en principe ce qui devrait *a priori* inspirer les décisions. Notons par exemple le *think tank* InES (INclusion, Égalité, Solidarité).⁶⁸

65 NIEUWEHUYTS C., *La pauvreté doit être pensée. Pas compensée*, www.levif.be, 19.10.2021.

66 <https://www.albacrf.be/alba-se-met-au-vert/>, consulté le 23.05.2023.

67 Formation dispensée par Action Vivre Ensemble et d'autres associations, visant à accompagner les volontaires engagés dans la lutte contre la pauvreté, afin de faire évoluer leurs pratiques en partant de leurs expériences.

68 <https://inesthinktank.be/>, consulté le 23.05.2023.

Beaucoup d'organisations ont leur cellule d'étude. Elles peuvent, en partageant leurs travaux, donner des atouts à celles et ceux qui, sur le terrain, ont peu de temps pour prendre du recul.

SUSCITER DU DÉBAT

La société nous abreuve de mauvaises nouvelles et la saturation guette tout le monde. Le nez dans le guidon, c'est l'asphyxie assurée. Ouvrir des espaces de discussion peut être une manière de prendre du recul. Au long de notre parcours de recherche, nous avons vu de nombreuses initiatives mettre en place des lieux de paroles, d'échanges, de débats. *« Ça aide aussi de pouvoir discuter avec les autres, avec des personnes qui sont dans une situation semblable à la nôtre »*, dit une détenue, visitée par une animatrice d'atelier.

Au P'tit Kawa, à Liège, un groupe de bénéficiaires, interrogés sur les priorités pour que la situation change, en a parlé avec lucidité. Ils ne tarissaient pas d'idées, tout en nuances. L'emploi ? Oui mais à quelles conditions ? Produire moins et consommer moins fait partie des pistes soumises, tout comme le besoin de formations. On s'interroge sur le rôle de l'Europe, on se méfie par contre du revenu universel, qui peut être dangereux en fonction de la manière dont le pouvoir en place le met en œuvre. Le fonctionnement de la démocratie pose aussi question. Un brin de philosophie s'est même glissé au cœur de ces échanges : *« La richesse, c'est vivre en harmonie avec son environnement. Trouver des solutions ensemble, partager les moyens... »*

LA FORCE DU COLLECTIF

Au moment d'écrire ces lignes, de nombreux travailleurs et travailleuses de Delhaize se mobilisent contre des décisions de leur direction. Un peu partout dans le pays, des personnes se mettent en grève contre des mesures prises unilatéralement par la multinationale. Celle-ci répond, non par la conciliation, mais par des recours en justice pour interdire les piquets de grève.

En France, le projet de loi sur l'allongement des retraites a suscité des manifestations de contestation dans toutes les grandes villes et de vives discussions au parlement. Le gouvernement a répondu par l'article 49-3⁶⁹, passant au-dessus de la volonté d'une partie de la population et de ses représentants, mais la mobilisation est restée vive pendant longtemps.

Il est heureux de constater que chaque fois que l'on touche à la démocratie, les peuples montent au créneau pour défendre leurs droits. Mais il faut du temps pour bousculer les puissantes multinationales et les gouvernements, dont on a parfois l'impression qu'ils prennent les décisions du haut de leur tour d'ivoire.

Plus concrètement, ces décisions sont souvent prises derrière des ordinateurs, en se basant sur des statistiques ou sur l'avis d'experts financiers et économiques, sans tenir compte ni de l'opinion des personnes concernées ni des réalités du terrain, et ce



69 L'article 49 alinéa 3 de la Constitution française permet au gouvernement d'engager sa responsabilité devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un projet de loi. Ce projet est alors considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée. Voir : <https://www.gouvernement.fr/actualite/l-article-49-3-comment-ca-marche>, consulté le 26.05.2023.

malgré les recommandations d'organismes reconnus (SPP Intégration sociale, Service de lutte contre la pauvreté...). *A contrario*, des associations sont à l'écoute des personnes dans la précarité et basent leurs revendications sur l'expérience vécue par celles et ceux qui vivent les difficultés au jour le jour. Ainsi, le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) a, par exemple, obtenu la mise en place d'un numéro d'urgence sociale sur le portail de la Région wallonne.

Gaëlle Peters parle d'intelligence collective, de mise en travail pour rechercher, analyser, relever les recoupements et les priorisations, les freins qui bloquent une situation, mais aussi pour proposer des pistes de solutions et de revendications qui seraient utiles à toutes et tous, pauvres ou pas. Pour cela, continue-t-elle, il faut mettre en avant l'accueil, l'écoute, la création de confiance, le lien social entre les personnes.

C'est également la méthode utilisée par de nombreuses structures d'aide aux plus démunis, notamment celles qui accompagnent les SDF selon le modèle du *Housing First*, comme le Relais social de Charleroi : partir des besoins des personnes pour aller, à son rythme, vers là où elles veulent/peuvent aller, dans la confiance et la bienveillance.⁷⁰

DU COLLECTIF AU POLITIQUE

Au terme de ce chapitre, nous devons saluer la multiplicité d'initiatives (nous n'avons pu témoigner que de quelques-unes) et la créativité de la société civile, qui considère que face à un problème, il y a peut-être, sûrement, une solution. Tous ces engagements rendent le monde meilleur ou, en tous cas, un peu plus solidaire et juste.

On ne peut tout attendre du politique. Mais en faisant la preuve qu'il est possible d'agir, les citoyens et les associations se dotent d'arguments concrets pour porter la revendication sur ce terrain.

CONVERGENCE DES LUTTES

« Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin », dit un proverbe. Les associations à caractère social sont multiples et couvrent des domaines aussi variés que la pauvreté, l'écologie, l'économie, les handicaps, la finance, le droit des femmes, le droit des migrants, les droits des LGBTQIA+, la culture... Chacun de ces champs d'action est important. Aucun d'entre eux n'est moins légitime qu'un autre.

En termes d'analyse, des concepts comme l'intersectionnalité, qui recoupent et créent des liens entre les différents acteurs et actrices, permettent justement d'aller plus loin dans le travail en réseau.⁷¹

Gaëlle Peters remarquait à ce propos : *« La logique de convergence des luttes est une évidence pour le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, étant donné la gravité des problématiques. Faire converger les luttes différentes est essentiel. Par exemple avec le pacte logement énergie qui croise les logiques sociale/climatique. Ce genre de combat ne se fait pas en un jour. C'est un travail de longue haleine. »*



70 <http://www.housingfirstbelgium.be/fr/videos/>



Dimension institutionnelle : l'action politique

Cet espoir que nous avons guetté tout au long de notre recherche, nous le trouvons aussi dans certains espaces institutionnels et dans l'action politique.

PORTER DE NOUVEAUX RÉCITS, SE DONNER UN HORIZON

Victor Hugo, dans son *Discours sur la misère* le 9 juillet 1849, déclarait à ses collègues du parlement français : « *Vous n'avez rien fait tant que le peuple souffre! Vous n'avez rien fait tant qu'il y a au-dessous de vous une partie du peuple qui désespère! Vous n'avez rien fait, tant que ceux qui sont dans la force de l'âge et qui travaillent peuvent être sans pain!* »

Plus d'un siècle et demi plus tard, nous sommes toujours dans le même genre de situation. Il faut le constater, ce sont les associations de terrain qui sont à l'écoute des plus démunis et qui travaillent au quotidien pour sortir les personnes de la pauvreté, en espérant qu'un jour, comme le souhaitait Victor Hugo, nos parlementaires prennent des mesures pour éradiquer la misère.

Pour tendre vers cet horizon, nous avons besoin de nouveaux récits, susceptibles d'évoquer un nouvel imaginaire. Comme l'explique Maëlle Dufrasne, formatrice à l'asbl Écotopie, « *La plupart du temps, englué dans des dynamiques de gestion, le discours politique s'empêche l'anticipation à long terme et la réflexion sur les multiples suites possibles de nos présents*⁷¹ ».

Nous pouvons puiser l'inspiration dans la foulée de discours mobilisateurs tels que celui évoqué ci-dessus, ou en créer

tout simplement de nouveaux, car « *l'humain a besoin de se raconter des histoires* », explique Camille Étienne, militante écologiste française. « *Ce sont des récits collectifs qui forgent les sociétés, qui fédèrent. Aujourd'hui, il est plus que temps de proposer quelque chose de nouveau, bien plus en phase avec les réalités que le monde connaît, avec les enjeux environnementaux et sociaux auxquels nous sommes confrontés. Le pouvoir des récits, c'est à la fois quelque chose de doux et de très puissant.*⁷³ »

Ces récits pourraient ouvrir des perspectives positives, non pas en termes de privation mais en termes de mieux-être.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Raconter des histoires, c'est bien beau... Mais les récits plaidants l'égalité et la justice sociale sont souvent taxés d'utopiques, d'irréalistes par leurs détracteurs.

C'est oublier qu'il existe déjà, en périphérie du système actuel, des exemples concrets de fonctionnement basé sur d'autres principes que la compétitivité et l'accumulation. C'est le cas de l'économie sociale et solidaire (ESS). Ce concept désigne « *un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Ces entreprises adoptent des modes de gestion démocratiques et participatifs. Elles encadrent strictement l'utilisation des bénéfices qu'elles réalisent : le profit individuel est proscrit et les résultats sont réinvestis*⁷⁴ ».

71 Action Vivre Ensemble, *Vers la convergence des luttes*, 2020.

72 DUFRASNE M., *Le récit d'anticipation environnemental pour de nouveaux imaginaires politiques*, <https://ecotopie.be/publication/recit-danticipation-environnemental/>, 2020.

73 DE PROCÉ C., *Camille Etienne : «Notre combat ? Déconstruire ces mythes que nous prenons pour réels»*, <https://piochemag.fr/camille-etienne-notre-combat-cest-de-deconstruire-des-mythes-que-nous-prenons-pour-reels/>, 07.01.2021.

En Belgique, citons le groupe Terre implanté en région liégeoise et dans le Hainaut, actif dans l'insertion socioprofessionnelle, le traitement des déchets, les matériaux de construction et la solidarité Nord-Sud. Il regroupe plus de 430 travailleurs et travailleuses de 28 nationalités différentes, dont près de 90% bénéficient d'un contrat à durée indéterminée.

L'ÉCOLOGIE INTÉGRALE

Parmi les « discours » mobilisateurs portés à un niveau institutionnel, comment ne pas mentionner la lettre encyclique *Laudato Si'*? Outre l'originalité de son contenu, c'est le retentissement international qu'a connu ce texte du pape François qui nous conduit à le mentionner. Bien au-delà de l'Église catholique, ce document a été salué et commenté indépendamment des convictions philosophiques et religieuses, en raison de son actualité évidente (il fut publié peu de temps avant la Cop 21 à Paris) et de sa portée éminemment politique.

Y est notamment développé le concept d'écologie intégrale. « *Inséparable de la notion de bien commun* », ce principe repose sur le constat qu'« *il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale.* » Par conséquent, « *les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux*

exclus et simultanément pour préserver la nature. » L'écologie intégrale se vit non seulement à travers « *de simples gestes quotidiens* » mais implique aussi de « *réfléchir sur notre style de vie et sur nos idéaux* ». ⁷⁵

JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Dans ce même texte est aussi abordée la question de la justice. Qu'elle soit « distributive », « entre générations » ou « envers les pauvres », elle est décrite comme une dimension incontournable « *dans les discussions sur l'environnement, pour écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres.* »



En d'autres termes, *Laudato Si'* mettait déjà en exergue ce slogan désormais bien connu : « *Fin du monde, fin du mois, même combat!* » Un slogan mobilisé à de nombreuses reprises lors de la crise des 'gilets jaunes', mais aussi en marge des manifestations joyeuses mais tenaces des jeunes pour le climat, en 2019. Elles ont réuni des milliers de jeunes (et de moins jeunes) à travers le monde pour dénoncer l'inaction des gouvernements face aux changements climatiques que nous vivons et qui vont s'amplifier. Si la crise sanitaire est venue les interrompre, il n'en demeure pas moins que ces multiples rassemblements ont réveillé une partie de l'opinion publique et interpellé le monde politique.

74 <https://www.economie.gouv.fr/cedef/economie-sociale-et-solidaire>, consulté le 24.05.2023.

75 Lettre encyclique *Laudato Si'* du Saint-Père François sur la sauvegarde de la Maison commune, 2015.

Ces mobilisations ont aussi contribué à « un changement net par rapport à il y a 5 ou 10 ans », constate Nicolas Van Nuffel, président de la Coalition Climat. Selon lui, *« dès 2008, lors de la crise bancaire, nous disions qu'il fallait profiter de cette crise pour prendre le virage et provoquer la transition au travers des moyens de la relance économique. On nous riait au nez. Aujourd'hui, avec les réponses données aux crises du Covid et de l'Ukraine, on voit que les solutions sont certes insuffisantes mais qu'elles vont dans la bonne direction. Les politiques ont donc intégré cela. La population maintient cette question du climat parmi ses préoccupations malgré la crise⁷⁶ ».*

Pour Nicolas Van Nuffel, les enjeux de justice sociale et de justice climatique se croisent évidemment. Aussi travaille-t-il avec le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté à la création d'un Pacte logement-énergie, *« pour des mesures qui allient justice sociale et climatique, des mesures qui contribuent à réduire les inégalités : plus contraignantes pour les riches et favorisant l'isolation des logements, publics ou privés, habités par les familles les plus défavorisées. »*

INTERPELLATION ET PLAIDOYER

La question environnementale est donc intrinsèquement sociale, ainsi que le confirme Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCN-11.11.11 : *« Aussi bien les causes que les conséquences des dégâts environnementaux sont en effet le reflet de la concentration des richesses et des inégalités sociales. Les inégalités et la destruction de l'environnement sont deux phénomènes qui s'autonourrissent [...]. La concentration des richesses favorise la destruction des écosystèmes, dont les conséquences*

aggravent en retour les inégalités sociales et la santé des populations⁷⁷ ».

C'est aussi dans ce sens qu'allait le rapport *Durabilité et pauvreté* publié par le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale⁷⁸ : cela témoigne d'une convergence entre institutions de la société civile, groupes militants et organismes spécialisés dans la recherche et l'analyse. De quoi construire un plaidoyer argumenté pour interpellier les pouvoirs publics.

Pour nourrir ce plaidoyer appelant à construire de nouveaux systèmes, la journaliste et essayiste Naomi Klein invite à repenser six domaines différents : « les infrastructures publiques, la planification économique, la régulation des entreprises, le commerce international, la consommation et la fiscalité⁷⁹ ». Nous ne développerons pas davantage ces pistes ici, mais nous voulions les mentionner pour souligner que les idées ne manquent pas.

VERS UN MOUVEMENT MONDIAL ?

Loin de se résigner devant l'ampleur des défis en cours, nombreux sont celles et ceux qui réfléchissent, discutent et militent pour transformer la société. À travers toutes ces personnes se vit la démocratie telle que l'entend le philosophe et chercheur Luc Carton, c'est-à-dire *« une attitude, un comportement, qui se pratique, se cultive. »* Pour lui, la démocratie doit être *« approfondie, continue et généralisée. Chacune de ces notions est importante. Généralisée, c'est-à-dire qu'elle concerne toutes les politiques publiques, à tout niveau. Continue, c'est-à-dire que l'implication des citoyens ne peut plus se limiter aux rendez-vous électoraux, mais doit*

76 Entretien avec Nicolas Van Nuffel, <https://entraide.be/on-peut-encore-eviter-que-le-rechauffement-climatique-devienne-ingerable/>, 28.04.2023

77 ZACHARIE A., *La dimension sociale de la transition écologique*, dans *En Question*, n° 138, 09.2021.

78 Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, *Durabilité et pauvreté*, rapport bisannuel 2018-2019.

79 KLEIN N. *Le capitalisme contre le climat dans Plan B pour la planète : le New Deal vert*, Actes Sud, coll. « Questions de société », 2019, p. 115.

précisément se situer sur l'entre-deux électoral, c'est-à-dire sur l'immense majorité du temps. Et approfondie, c'est-à-dire qu'elle doit impliquer les citoyens dans la complexité de son déploiement⁸⁰ ».

Quand des groupes de citoyens et de citoyennes, membres ou non d'associations, se réunissent pour chercher ensemble des solutions durables, c'est exactement ce qu'ils font vivre.

Personne ne s'en sortira seul. Comme l'explique Naomi Klein sans mâcher ses mots, *« L'idée même qu'en tant qu'individus isolés nous pourrions jouer un rôle décisif dans la stabilisation du climat de la planète ou changer l'économie mondiale est objectivement délirante. Nous ne pouvons relever ce défi colossal qu'en participant à un mouvement mondial massif et organisé⁸¹ ».*

Par conséquent, chacun et chacune – qui le souhaite et qui en a la possibilité – est invité à faire partie d'associations et de mouvements de justice sociale, qui aspirent à un changement fondamental et qui *« amplifient la voix de celles et ceux qui n'en ont pas, tant à l'échelle locale qu'internationale ».* C'est par notre participation active à des mouvements de solidarité que l'ordre social injuste peut être modifié.⁸² Et ces mouvements existent déjà.



80 DE MONTPELLIER L., *Luc Carton : cultiver et déployer la démocratie dans En Question*, n° 144, 03.2023.

81 KLEIN N. *Arrêtez d'essayer de sauver le monde tout seuls dans Plan B pour la planète : le New Deal vert*, Actes Sud, coll. « Questions de société », 2019, p. 185.

82 Jess Agustin, chargé de programmes au sein de l'ONG Développement et Paix, <https://www.devp.org/fr/legacy/quest-ce-que-la-justice-sociale-et-comment-lobttenir/>, consulté le 24.05.2023.

Conclusion

Tout ne va pas si mal!



Dans le premier chapitre de ce dossier, nous avons documenté plusieurs défis que connaît notre société. Nous aurions pu en aborder d'autres, tant ils sont nombreux et colossaux! Au cours de ces mois de recherche, nous avons observé les inégalités, la précarité, les divisions, l'enfermement, l'exclusion, l'angoisse... En débutant nos travaux, nous sortions d'un été caniculaire par endroits (un de plus!), alors que d'autres régions avaient été inondées par des pluies d'une intensité dévastatrice. Même l'hiver, ensuite, allait s'accompagner de sécheresses inhabituelles dans le sud de l'Europe.

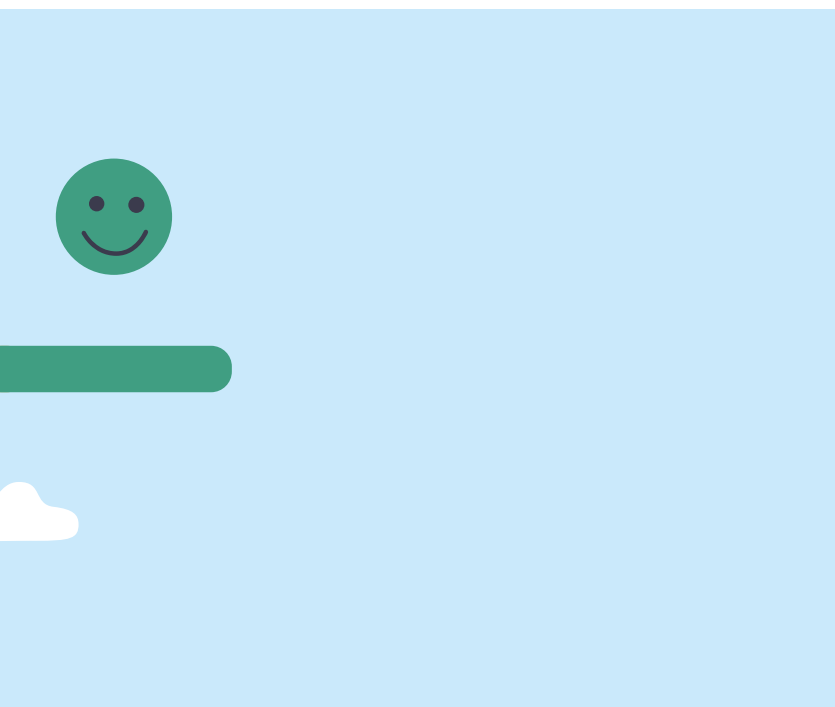
Bref, pas un jour ne passait sans que nous ne constations l'urgence sociale et environnementale, de plus en plus prégnante, de plus en plus pressante, de plus en plus stressante.

Et nous qui voulions poser un regard optimiste sur la situation... Quelle ambition! Dans ce contexte, où trouver des germes d'espoir? Où porter notre regard? À qui prêter l'oreille?

Une évidence s'imposait : nous ne pouvions pas nous limiter à lire quelques articles ou à écouter des *émissions*, même si des éléments de réponses à nos questions apparaissaient. Nous ne pouvions pas nous contenter d'une analyse distante et froide. C'est pourquoi, tout au long de notre parcours en commun, nous sommes allés à la rencontre de témoins. Or, si la plupart partageait une forme d'inquiétude, l'espoir n'était absent d'aucun lieu que nous avons visité. Partout, il restait du courage et de l'énergie.

Ces germes d'espoir que nous guettions, nous les avons donc trouvés, avant tout, dans l'engagement de personnes – d'illustres inconnus aux yeux du grand public, pour la plupart – et d'associations qui soignent la solidarité, le lien social et le respect comme des bourgeons fragiles mais indispensables pour que vienne un printemps nouveau.

Nous les avons trouvés, aussi, dans la rencontre, le dialogue, l'écoute... Ces mots ne sonnent pas creux quand



ils sont vécus véritablement. Et ils le sont, en beaucoup d'endroits dont on parle trop peu : des endroits où l'on s'assied simplement pour prendre un café ou se réchauffer ; des endroits où l'on partage des conseils ; des endroits où l'on s'emploie, méticuleusement, à créer de belles œuvres ; des endroits, aussi, où l'on se rassemble pour porter des idées, proposer des solutions ; sans oublier des endroits où l'on s'engage, on lutte, on milite, on revendique.

Ces lieux, ce ne sont pas seulement ceux où nous sommes allés par nous-mêmes. Un peu partout dans le monde, des individus et des organisations (qu'elles soient locales ou internationales) portent et incarnent la volonté d'un changement, d'une amélioration, comme nous l'avons démontré dans la deuxième partie de ce dossier.

Enfin, osons le dire : ce que nous cherchions, nous l'avons aussi trouvé au sein de notre groupe. À l'heure où tant de haine se déverse, sur les réseaux sociaux comme au café

du commerce, parvenir à discuter en confiance de sujets aussi sensibles n'était pas une sinécure. Quant à écrire collectivement une recherche sur le thème de l'espoir, en des temps si moroses... était-ce possible ? Le document que vous tenez entre vos mains prouve que oui. S'il n'a pas l'ambition de révolutionner le monde, il contribuera peut-être à faire rayonner l'espérance, non par des incantations creuses, mais en mettant des personnes et des initiatives réelles en lumière.

Nous laissons à Esther Duflo, Prix Nobel d'économie et spécialiste de la pauvreté, clôturer cette recherche participative tant ses mots résonnent par leur justesse et leur clairvoyance : *«Aujourd'hui, nous sommes dans une période intéressante, car il s'est passé des choses tellement graves - crise du Covid, guerre en Ukraine, été « climatique » - que d'un côté, c'est extrêmement troublant et stressant pour beaucoup de gens, mais de l'autre, cela les met dans une position où ils doivent sortir de leur biais de statu quo... **Cette crise nous donne peut-être une nouvelle occasion de penser à nos priorités, nos valeurs et à ce qu'on veut laisser à nos enfants.** »*

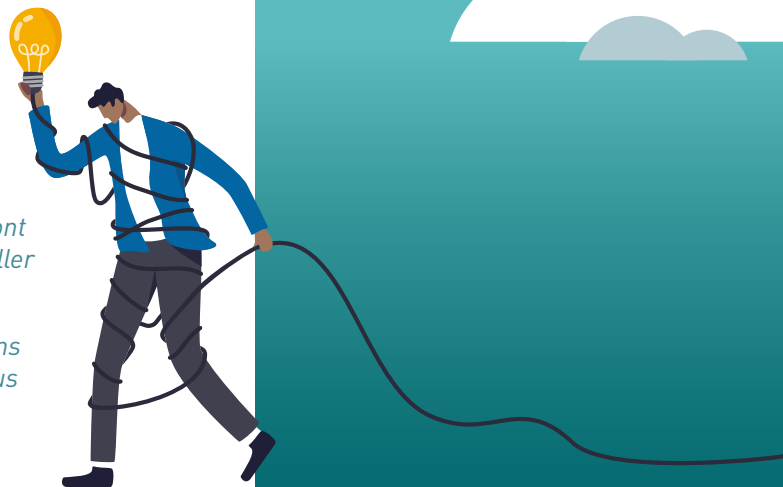


Le monde tel que nous le connaissons est un monde en crise à de si nombreux niveaux que cela a tendance à nous paralyser et à nous renfermer sur nous-mêmes. En effet, crise climatique, enjeux sociétaux et guerres aux quatre coins du globe jalonnent notre quotidien...

Dix plumes engagées au sein d'Action Vivre Ensemble, sans vouloir tendre à l'exhaustivité, ont voulu dresser dans un premier temps la liste des combats de notre époque et des enjeux qui en découlent. Si cet état des lieux est glaçant, il n'en est pas moins utile car de la conscience de chacun peut venir l'impulsion positive pour rediriger le cours des choses.

C'est précisément le sujet de la seconde partie ce travail. Après des constats tristement réalistes, l'ambition de ce deuxième volet est de prendre le contre-pied en mettant en lumière ce qui nous porte et nous mobilise à travers différentes dimensions, qu'elles soient individuelles, collectives ou institutionnelles. S'appuyant sur les témoignages de nombreux acteurs, qu'ils soient civils ou publics, cette recherche participative explore la façon dont certaines personnes parviennent malgré tout à s'engager et à travailler collectivement pour améliorer les choses.

L'espérance, c'est ce qui permet de percevoir les petites lueurs dans l'obscurité. Face aux défis de notre monde contemporain, il est plus que jamais nécessaire de cultiver ces germes d'espérance.



Avec le soutien de la



Prix de vente : 3€